

ÉTUDE D'IMPACT SOCIOÉCONOMIQUE DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES DE VAUDREUIL-SOULANGES 2025



COMITÉ DE TRAVAIL

Julie Asselin, Maison Libella
Isabelle Corbeil, CALACS La Vigie
Karine Giguère, Centre de femmes La Moisson
Fanny Leblanc, Maison des jeunes Les Cèdres
Sébastien Legros, CDC Vaudreuil-Soulanges

RECHERCHE ET RÉDACTION

Robert Payeur, consultant en recherche

GRAPHISME ET IMPRESSION



ÉDITEUR

Corporation de développement communautaire Vaudreuil-Soulanges
 ISBN : 978-2-9824585-0-5 (en ligne)
 Dépôt légal : Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2026

Remerciements

Nous soulignons l'engagement des membres du comité de travail, dont la contribution a été déterminante dans la définition des objectifs, la validation des outils de collecte et la révision du rapport final.

Nous exprimons également notre gratitude aux organismes communautaires qui ont facilité la participation de volontaires issus de leurs milieux. Nous remercions sincèrement ces personnes d'avoir partagé leur expérience avec générosité.

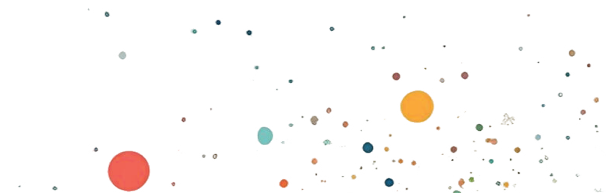
Nous reconnaissons par ailleurs la collaboration des organismes ayant répondu au questionnaire et transmis leurs rapports annuels d'activité ainsi que leurs états financiers, documents indispensables à la réalisation de cette étude d'impact socioéconomique.

Enfin, nous remercions Mme Marie-Claude Nichols, députée de Vaudreuil, et Mme Marilyne Picard, députée de Soulanges, pour leur soutien financier accordé dans le cadre du Programme de soutien à l'action bénévole du gouvernement du Québec.

Pour consulter l'étude en version électronique



TABLE DES MATIÈRES



1. Introduction	4
2. Objectifs de l'étude	4
3. Préambule : le profil socioéconomique de la région de Vaudreuil-Soulanges	5
4. PARTIE 1 : LES PRINCIPAUX CONSTATS DES IMPACTS ÉCONOMIQUES	9
4.1 La méthodologie du questionnaire.....	9
4.2 Les bureaux administratifs des organismes communautaires et les territoires desservis.....	9
4.3 Nombre d'années d'existence des organismes communautaires	10
4.4 Principaux services offerts et secteurs d'intervention	11
4.5 Les statistiques associées au nombre d'interventions	13
4.6 Les projets les plus significatifs soulignés par les organismes communautaires	14
4.7 La main-d'œuvre au service des organismes communautaires : une force collective pour le développement régional.....	18
4.8 Principales données sur les personnes qui fréquentent les organismes communautaires de Vaudreuil-Soulanges.....	30
4.9 Le financement des organismes communautaires et leur impact économique.....	35
4.10 Conclusion de la 1re partie : Les principaux constats des impacts économiques.....	41
5. PARTIE II : LES PRINCIPAUX CONSTATS DES IMPACTS SOCIAUX	43
5.1 Le cadre d'analyse des entretiens avec les participant-e-s des organismes communautaires de Vaudreuil-Soulanges.....	43
5.2 Méthodologie :.....	43
5.3 Bilan des entretiens avec les participant-e-s :.....	44
5.4 Les retombées positives des organismes communautaires.....	48
5.5 Témoignages des participant-e-s des organismes communautaires de Vaudreuil-Soulanges	50
5.6 Conclusion de la 2e partie : la transformation sociale, moteur des organismes communautaires	52
6. Conclusion générale	53
 Annexe : liste des organismes communautaires membres de la CDC Vaudreuil-Soulanges ayant participé à l'étude d'impact	 54

Introduction

01

Depuis près de 30 ans, la Corporation de développement communautaire (CDC) Vaudreuil-Soulanges a pour mission de promouvoir la participation active du mouvement communautaire au développement local, tout en informant la population sur les ressources d'aide et de soutien disponibles dans la MRC. Fort de l'appui de plus de cinquante organismes-membres, la CDC Vaudreuil-Soulanges intervient dans des domaines variés tels que la lutte contre la pauvreté, la santé, l'éducation, l'emploi, le logement et la défense des droits. Initiée par la CDC Vaudreuil-Soulanges, la présente étude d'impact s'inscrit dans une volonté affirmée de mieux documenter, reconnaître et valoriser la contribution essentielle des organismes communautaires au développement social et économique du territoire de la MRC.

Dans un contexte marqué par des transformations sociales rapides, une augmentation des besoins et une complexification des enjeux sociaux, les organismes communautaires jouent un rôle de premier plan auprès des populations. Par cette démarche, la CDC Vaudreuil-Soulanges souhaite mettre en lumière leur action quotidienne, leur capacité d'adaptation et leur impact concret sur la qualité de vie des citoyennes et des citoyens. Pour une majorité d'organismes, l'action communautaire autonome (ACA) y occupe une place importante, car elle leur permet de définir leurs priorités, d'agir librement selon les besoins de la population et de favoriser l'innovation sociale¹.

L'étude comporte deux parties distinctes. La première présente les résultats issus du questionnaire administré aux responsables des organismes communautaires membres de la CDC Vaudreuil-Soulanges. La deuxième partie s'attarde davantage sur l'impact social, notamment sur les personnes qui reçoivent quotidiennement des services auprès des organismes communautaires. L'étude rend notamment compte des résultats des entretiens réalisés auprès de 30 participant-e-s, témoignant ainsi de l'impact concret des objectifs de transformation sociale² portés par les organismes et qui se traduisent par l'acquisition d'une plus grande autonomie des personnes.

Objectifs de l'étude

02

Objectif principal :

Rendre compte de l'impact socioéconomique produit par les actions, activités et projets menés par les organismes communautaires afin de répondre aux besoins du milieu.

Objectifs spécifiques :

- Favoriser le rayonnement des organismes communautaires et promouvoir leur reconnaissance dans la communauté.
- Fournir des indicateurs socioéconomiques probants pour soutenir le développement communautaire et le partenariat.
- Documenter les bonnes pratiques appuyant la pérennisation des activités et le financement à la mission.
- Témoigner des enjeux sociétaux vécus par les organismes (santé mentale, sécurité alimentaire, sous-financement, recrutement, etc.).

¹ Réseau québécois de l'action communautaire autonome, <https://rq-aca.org/aca/>

² « La pratique de l'action communautaire autonome est axée sur la transformation sociale, c'est-à-dire une pratique engagée dans des actions visant l'amélioration du tissu social, des droits et de la qualité de vie. » dans : Réseau québécois de l'action communautaire autonome, <https://rq-aca.org/aca/>

Préambule : le profil socioéconomique de la région de Vaudreuil-Soulanges



La région de Vaudreuil-Soulanges, située à l'ouest de la Montérégie, occupe une position stratégique à la croisée de la grande région métropolitaine de Montréal et de l'Outaouais³. Ce profil vise à brosser un portrait de la situation socioéconomique de la région, en abordant la démographie, les secteurs économiques, le logement et les zones de vulnérabilité sociale, tout en comparant ces caractéristiques avec la Montérégie et le Québec. Cette partie, nous l'espérons, permettra aux lecteurs et lectrices de mieux comprendre le contexte dans lequel évoluent les organismes communautaires de la région.

3.1 Portrait démographique

Vaudreuil-Soulanges connaît une croissance démographique soutenue depuis deux décennies, stimulée par l'attrait de la région pour les familles et les nouveaux arrivants. Selon les données les plus récentes, la population régionale s'élevait à 169 558 en 2024⁴. Avec une croissance d'environ 1 % par année, on estime que la population de la MRC pourrait atteindre 193 055 d'ici 2040⁵.

La structure d'âge révèle une proportion importante d'enfants et d'adultes jeunes, témoignant de l'attrait de la région pour les familles. La part des personnes âgées de 65 ans et plus augmente, mais demeure sous la moyenne québécoise, reflétant un vieillissement plus progressif. La diversité culturelle s'accroît également, avec une hausse des résidents issus de l'immigration, bien que la proportion demeure inférieure à celle observée sur l'île de Montréal : en 2021, on recensait 23 025 personnes immigrantes. De plus, la région présente une part importante de la population dont la langue parlée à la maison est l'anglais (la proportion atteint 34,5 % en 2021), ce qui fait de la MRC un territoire à forte présence anglophone comparativement à la moyenne provinciale de 19,2 %⁶.

3.2 Secteurs économiques

La région de Vaudreuil-Soulanges a connu une croissance de l'emploi enviable de 10 % entre 2021 et 2024, supérieure à la moyenne de la région métropolitaine de Montréal (5,6 %) ⁷. Les secteurs des services (commerce, santé, éducation, restauration) sont les plus dominants sur le plan de l'emploi, suivis par la fabrication, la construction, le transport et le commerce de gros. L'essor de parcs industriels dans la région attire des entreprises œuvrant dans la distribution, la transformation alimentaire et la fabrication légère.

Favorisée par la proximité des grands axes routiers et du marché métropolitain, la MRC de Vaudreuil-Soulanges enregistre des statistiques sur l'emploi légèrement supérieures à la moyenne de la Montérégie : le taux de travailleur·euse·s âgé·e·s entre 25 et 64 est d'ailleurs supérieur à la moyenne montérégienne (85,0 % contre 83,3 %) et il est également supérieur au taux provincial (81,4 %) ⁸. En revanche, on constate que plus de la moitié des citoyen·ne·s travaillent à l'extérieur de la MRC et que, sur ce point de vue, la dépendance à l'automobile demeure forte. En l'occurrence, l'offre d'emplois locaux spécialisés est plus limitée que dans certains pôles urbains de la Montérégie et du Québec. À titre comparatif, la Montérégie se distingue par une économie davantage diversifiée, caractérisée notamment par une forte présence du secteur manufacturier et des services de santé, tandis que les plus grands pôles (Montréal, Québec) affichent une structure économique où les secteurs tertiaires dominent.

³ DEV Vaudreuil-Soulanges (2018). <https://developpementvs.com/la-position-strategique-de-vaudreuil-soulanges-est-confirmee/>

⁴ Institut de la statistique du Québec, Estimation des populations des MRC, Québec, 1er juillet 1996 à 2025. https://statistique.quebec.ca/fr/produit/tableau/estimations-de-la-population-des-mrc#tri_pivot_1=16&tri_pivot_2=00

⁵ Institut de la statistique du Québec, Panorama des régions (2024). <https://statistique.quebec.ca/fr/fichier/panorama-des-regions-du-quebec-edition-2024.pdf>

⁶ Statistique Canada, Série « Perspective géographique », Recensement de la population de 2021

Vaudreuil-Soulanges, Municipalité régionale de comté. <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2021/as-sa/fogs-spg/page.cfm?lang=E&topic=6&dguid=2021A00032471>.

⁷ Observatoire Grand Montréal, L'emploi local dans la région métropolitaine de Montréal 2024. https://observatoire.cmm.qc.ca/wp-content/uploads/2025/10/CMM_bulletins_emploi_2024.pdf

⁸ Institut de la statistique du Québec, Panorama des régions du Québec, 2025, page 160.

3.3 Logement : types, accessibilité et enjeux

Le parc résidentiel de Vaudreuil-Soulanges se caractérise par une proportion significative de maisons unifamiliales. Les logements locatifs et les copropriétés connaissent toutefois une croissance rapide, en réponse à la demande accrue des jeunes ménages et des aîné·e·s.

L'accessibilité au logement demeure un enjeu important. Les prix médians des propriétés et des loyers ont connu une augmentation soutenue, dépassant parfois ceux de la Montérégie, mais restant généralement inférieurs à ceux de la région métropolitaine de Montréal⁹. Le taux d'inoccupation des logements locatifs (1 %) est faible, ce qui accentue les difficultés pour les ménages à revenu modeste¹⁰.

Dans certains secteurs de Vaudreuil-Soulanges, jusqu'à 10 % de la population a des besoins impérieux en logement¹¹ (moyenne de 2,3 % dans la MRC), notamment parce que les ménages consacrent une part excessive de leur revenu au logement, occupent un logement trop exigu ou en mauvais état, et ce, sans disposer des ressources nécessaires pour se reloger dans de meilleures conditions. À l'heure actuelle, la crise du logement qui perdure au Québec contribue à exacerber cette situation, rendant l'accès à un logement adéquat encore plus difficile pour de nombreux ménages de la région.

Les principaux enjeux résident dans l'adaptation de l'offre résidentielle à la diversité des besoins, le développement du logement social et abordable, ainsi que la gestion de la densification dans le respect du cadre de vie. Selon une étude de l'analyste-conseil Allan Gaudreault réalisée en 2020, le taux de pénétration du logement social (14 logements par 1000 ménages) dans Vaudreuil-Soulanges était largement inférieur aux besoins : pour atteindre la moyenne québécoise (44 logements par 1 000 ménages), il aurait fallu fournir un effort de rattrapage de 1 751 logements sociaux (217 % du parc actuel) depuis 2020¹². Dans les faits, il n'y a eu que très peu de projets réalisés à ce jour : en 2025, 12 logements abordables ayant été créés par l'organisme Toit d'Abord Habitations abordables Vaudreuil-Soulanges.

3.4 Communautés vulnérables sur le plan du développement social

On observe que la vulnérabilité sociale est plus marquée dans certains secteurs de Vaudreuil-Soulanges, notamment dans quelques municipalités rurales à l'ouest de Vaudreuil-Dorion, ainsi que dans certains secteurs de L'Île-Perrot, de Rigaud et de Pincourt, où les indices de défavorisation matérielle et sociale sont plus élevés¹³.

Les facteurs de vulnérabilité incluent :

- Un revenu familial médian inférieur à la moyenne régionale dans certains quartiers;
- Un taux de chômage plus élevé chez les jeunes adultes;
- Une proportion accrue de familles monoparentales;
- Un accès limité à des services de proximité (santé, transports, loisirs).

Selon les dernières données de recensement, on estime que 6045 résidents de la MRC de Vaudreuil-Soulanges vivaient sous le seuil de faible revenu [1]. La carte présentée à la page suivante illustre la répartition géographique de la population en situation de pauvreté selon les arrondissements de Vaudreuil-Soulanges. Toutefois, il convient d'interpréter ces données avec prudence, puisque les taux observés dans certains secteurs demeurent faibles en valeur absolue et reflètent davantage des écarts relatifs à l'intérieur d'un territoire globalement favorisé.

En résumé, Vaudreuil-Soulanges se distingue par une croissance plus rapide et une population plus jeune que la moyenne québécoise. Économiquement, la région tire profit de sa localisation stratégique, mais demeure moins diversifiée que la Montérégie dans son ensemble. En matière de logement, l'accessibilité pose des défis similaires à ceux observés ailleurs dans la couronne sud de Montréal.

Les secteurs vulnérables de Vaudreuil-Soulanges présentent des similitudes avec ceux de la Montérégie, notamment en matière de précarité et d'isolement, tout en bénéficiant d'un tissu communautaire actif qui favorise la mise en place de solutions locales.

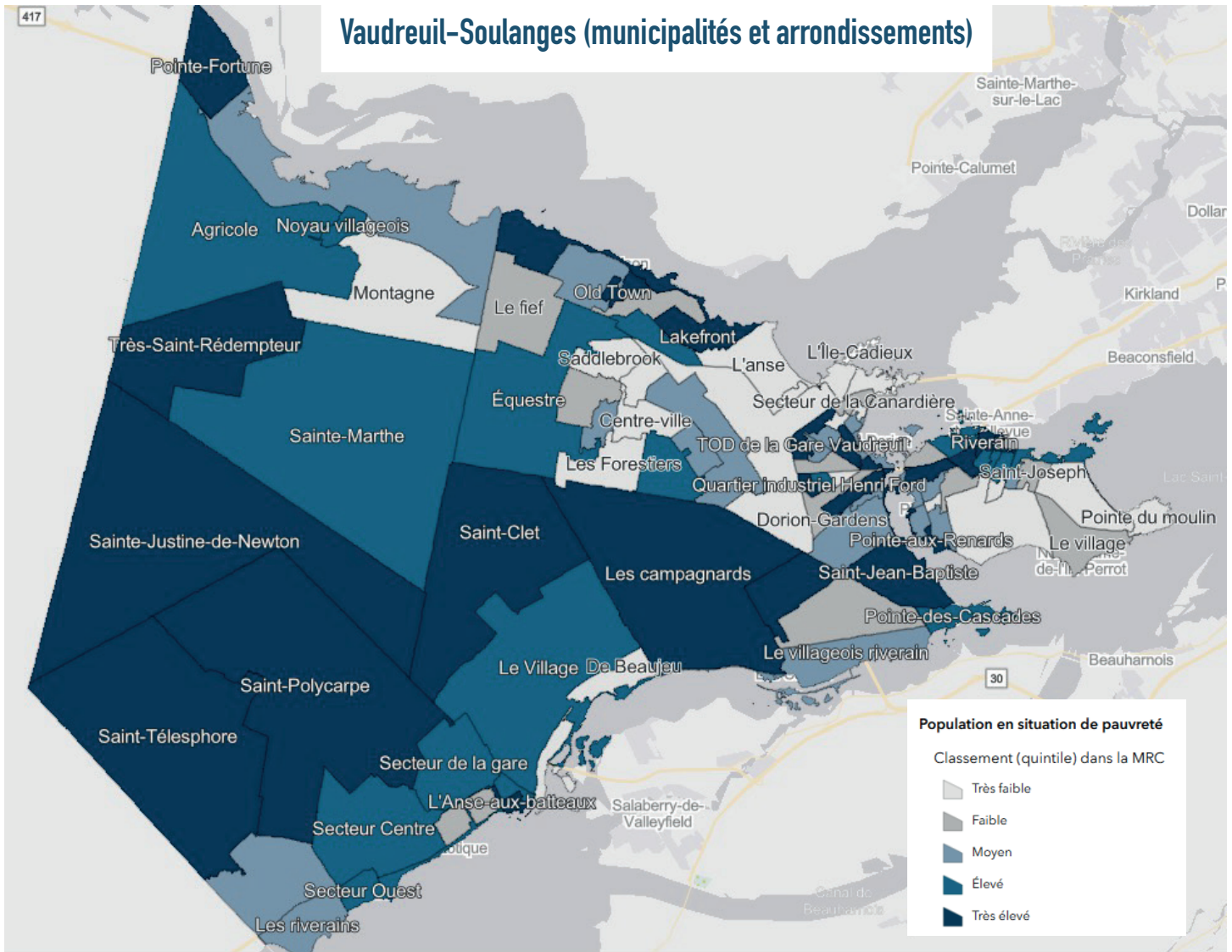
⁹ Association professionnelle des courtiers immobiliers du Québec, Malgré une activité transactionnelle au ralenti, le marché immobilier à Montréal maintient le cap, novembre 2023. <https://apciq.ca/les-ventes-sessoufflent-en-novembre-mais-les-prix-continuent-leur-ascension-copy/>

¹⁰ Brisson, Jessica, dans Neomédia, Communauté métropolitaine de Montréal : Les logements abordables se font de plus en plus rares dans l'ouest de la CMM, 25 juillet 2025.

¹¹ Direction de la santé publique, Indicateurs de développement des communautés, <https://extranet.santemonteregie.qc.ca/dspu/portrait-population/idc/>, octobre 2025

¹² Gaudreault, Allan, Le logement social et abordable en Montérégie Ouest. Portrait et perspectives de développement 2020-2025, avril 2020. <https://reflexeds.ca/wp-content/uploads/2021/10/2022-02-28-Rapport-final-Monteregie-Ouest-.pdf>

¹³ Direction de la santé publique, op.cit.



Municipalités de la MRC Vaudreuil-Soulanges :

Coteau-du-Lac, Hudson, L'Île-Cadieux, L'Île-Perrot, Les Cèdres, Les Coteaux, Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, Pincourt, Pointe-des-Cascades, Pointe-Fortune, Rigaud, Rivière-Beaudette, Saint-Clet, Saint-Lazare, Saint-Polycarpe, Saint-Télesphore, Saint-Zotique, Sainte-Justine-de-Newton, Sainte-Marthe, Terrasse-Vaudreuil, Très-Saint-Rédempteur, Vaudreuil-Dorion, Vaudreuil-sur-le-Lac.

Notes :

Bien que certains arrondissements (ex. : Saint-Lazare - Équestre) se situent dans les quintiles élevés de l'indice de pauvreté, les taux observés demeurent faibles en valeur absolue (environ 3,3 %)¹⁴. Ce classement reflète davantage des écarts relatifs à l'intérieur d'un territoire globalement favorisé que la présence d'une pauvreté importante. Par conséquent, nous vous suggérons de porter davantage votre attention au classement « très élevé » ou de consulter directement l'outil cartographique de la Direction de la santé publique¹⁵.

¹⁴ La proportion de personnes en situation de pauvreté s'élève à 3,7 % dans la MRC Vaudreuil-Soulanges et à 6,4 % dans la province.
¹⁵ En ligne : <https://experience.arcgis.com/experience/60b48367b0c34420a1c6f1d6c829601b/page/Statut-socio-%C3%A9conomique?draft=true>

40



PARTIE I :

Les principaux constats des impacts économiques



4.1 La méthodologie du questionnaire

La méthodologie de l'étude d'impact des organismes communautaires membres de la CDC Vaudreuil-Soulanges repose sur un échantillon représentatif de 50 organismes parmi les 54 membres majoritairement engagés dans l'action communautaire autonome (ACA) et l'économie sociale.

L'ACA est l'approche adoptée par des organismes communautaires, créés à l'initiative des membres de la communauté et structurés autour d'un conseil d'administration, indépendants du réseau public, dont la mission sociale spécifique vise la transformation sociale; leurs pratiques citoyennes sont centrées sur une approche globale de la problématique abordée.

L'économie sociale désigne quant à elle l'ensemble des activités économiques menées par des organisations qui privilégient l'impact social et collectif sur le profit, en favorisant la solidarité, la démocratie et l'inclusion dans leur gestion.

Pour recueillir les données, un questionnaire a été adressé aux directions, ce qui a permis d'obtenir 40 réponses. Pour diverses raisons notamment liées à la disponibilité des répondant·e·s, les informations relatives aux dix autres organismes ont été extraites de leurs rapports annuels d'activité et de leurs états financiers, ce qui nous a permis de compléter en partie le questionnaire.

4.2 Les bureaux administratifs des organismes communautaires et les territoires desservis

La majorité des organismes communautaires interrogés (70 %) ont leur bureau administratif situé dans la MRC de Vaudreuil-Soulanges (voir tableau 1), ce qui reflète le principal bassin d'activités de la CDC Vaudreuil-Soulanges. La MRC Beauharnois-Salaberry arrive en seconde position avec 20 % des organismes. Les autres MRC, soit Longueuil, Roussillon, Haut-Richelieu et Les Maskoutains comptent chacune entre 2 % et 4 % des sièges administratifs. Cette répartition démontre une forte concentration des ressources communautaires dans Vaudreuil-Soulanges, mais aussi une certaine ouverture vers les territoires voisins.

TABLEAU 1 :
Territoires des sièges administratifs des organismes communautaires ayant répondu au questionnaire de l'étude d'impact

	NB	%
MRC VAUDREUIL-SOULANGES	35	70 %
MRC BEAUHARNOIS-SALABERRY	10	20 %
MRC LONGUEUIL	2	4 %
MRC ROUSSILLON	1	2 %
MRC HAUT-RICHELIEU	1	2 %
MRC LES MASKOUTAINS	1	2 %
	50	100 %

Le second tableau souligne la concentration des organismes et de leurs points de services à l'échelle des villes. Vaudreuil-Dorion se démarque nettement, regroupant 21 sièges administratifs et 29 points de service (voir tableau 2), soit plus du tiers (34,1 %) des points de service de l'ensemble des organismes. Salaberry-de-Valleyfield (16,5 %) et Longueuil (12,9 %) suivent, ces villes jouant également un rôle important dans la desserte communautaire régionale. À noter que le nombre total de points de service (85) dépasse largement le nombre d'organismes (50). Cela illustre bien la capacité des organismes à offrir des services dans plusieurs localités à la fois. Sur le plan économique et social, cela démontre aussi que les retombées des activités des organismes se font de part et d'autre des limites des municipalités régionales de comté. Entre autres, au moins 10 organismes de Vaudreuil-Soulanges couvrent des territoires à l'extérieur de la MRC. L'inverse est également vrai, car les 15 organismes ayant leur bureau administratif à l'extérieur de la MRC Vaudreuil-Soulanges ont soit un point de service dans la MRC ou ont inclus la Montérégie Ouest ou toute la Montérégie dans leur mission (CAAP, Centre prénatal et jeunes familles, MWCN, SDEM-SEMO).

TABLEAU 2 :
Municipalité du siège administratif
et nombre de points de services

	Nombre	Points de services	%
Vaudreuil-Dorion	21	29	34,1 %
Île-Perrot/Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	5	8	9,4 %
Saint-Polycarpe	2	3	3,5 %
Rigaud	2	2	2,4 %
Saint-Lazare	2	2	2,4 %
Coteau-du-Lac	1	1	1,2 %
Hudson	1	1	1,2 %
Les Cèdres	1	1	1,2 %
Salaberry-de-Valleyfield	10	14	16,5 %
Longueuil	2	11	12,9 %
Châteauguay	1	5	5,9 %
Saint-Jean-sur-Richelieu	1	5	5,9 %
Saint-Hyacinthe	1	3	3,5 %
	50	85	100 %

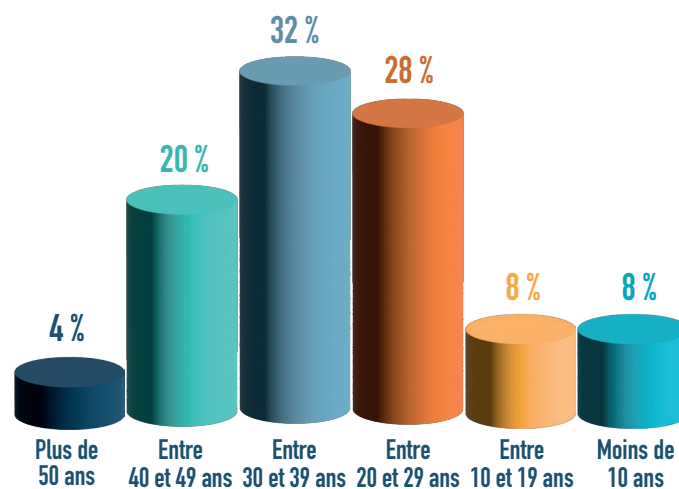
4.3 Nombre d'années d'existence des organismes communautaires

La moyenne d'âge des organismes communautaires sondés dans la présente étude d'impact est de 30 ans et 84 % d'entre eux ont plus de 20 ans d'existence (graphique 1). En outre, près du quart des organismes ont plus de 40 ans d'existence, ce qui illustre bien la longévité du réseau communautaire de Vaudreuil-Soulanges, avec une majorité d'organismes bien établis et expérimentés. Cela constitue un atout pour la région, en termes de savoir-faire, de continuité des services et de capacité à répondre aux enjeux sociaux.

30,8 ans (\bar{x})
Au service de la communauté

En revanche, la faible proportion d'organismes créés depuis moins de 20 ans peut indiquer un renouvellement limité du tissu communautaire, ou une consolidation des structures existantes.

GRAPHIQUE 1
Nombre d'années d'existence des organismes communautaires (moyenne 30,8 ans)



4.4 Principaux services offerts et secteurs d'intervention

Nous avons demandé aux organismes communautaires d'identifier leurs principaux secteurs d'intervention et de résumer brièvement les services offerts. Les répondant-e-s pouvaient cocher parmi une liste de 23 secteurs avec la possibilité d'en ajouter d'autres au besoin (voir tableau 3).

De facto, les organismes communautaires de Vaudreuil-Soulanges offrent un large éventail de services couvrant les besoins essentiels et sociaux de la population locale, allant de l'aide alimentaire à l'accompagnement psychosocial, en passant par le soutien à l'emploi, l'inclusion sociale, la santé mentale et la jeunesse.

Voici en résumé les réponses émises par les organismes sur les services qu'ils offrent (tout en précisant que les thèmes et les types de services offerts ne sont pas nécessairement exhaustifs) :

Jeunesse, persévérance scolaire et engagement citoyen

Les jeunes constituent une clientèle prioritaire pour plusieurs organismes. Les services suivants soutiennent la réussite éducative, l'autonomie et la participation sociale :

- Maisons des jeunes et milieux de vie;
- Mentorat et jumelage;
- Projets culturels, sportifs et éducatifs;
- Prévention du décrochage scolaire;
- Engagement citoyen et bénévolat.

Soutien psychosocial, santé mentale et prévention

Les organismes offrent un soutien essentiel en matière de bien-être psychologique. Ils favorisent le rétablissement, la stabilisation et l'intégration sociale des personnes vulnérables :

- Interventions psychosociales;
- Groupes d'entraide;
- Prévention du suicide;
- Sensibilisation à la violence, aux dépendances et à l'intimidation;
- Accompagnement en situation de crise.

Services destinés aux femmes

Plusieurs organismes interviennent spécifiquement auprès des femmes en situation de vulnérabilité, notamment en contexte de violence conjugale, familiale ou sexuelle. Ces interventions constituent un maillon essentiel du filet de protection sociale régional. Les services incluent :

- Lignes d'écoute et d'intervention 24/7;
- Hébergement d'urgence et maisons de transition;
- Accompagnement psychosocial et judiciaire;
- Groupes de soutien;
- Sensibilisation et prévention.

Accueil, accompagnement et référence

La majorité des organismes assurent des services de première ligne permettant l'accueil, l'évaluation des besoins, l'écoute active et l'orientation vers les ressources appropriées. Ces services jouent un rôle clé dans l'accessibilité aux droits et aux ressources. Ces interventions incluent :

- L'accompagnement dans les démarches administratives;
- Les suivis individuels et de groupe;
- La relation d'aide.

Sécurité alimentaire et soutien matériel

Plusieurs organismes interviennent directement pour répondre aux besoins essentiels. Leurs actions contribuent à réduire l'insécurité alimentaire, la pauvreté et l'exclusion sociale :

- Dépannage alimentaire et paniers d'urgence;
- Récupération et redistribution de denrées;
- Friperies solidaires;
- Popotes roulantes et plats préparés;
- Aide vestimentaire et matérielle.

Famille, petite enfance et parentalité

Un ensemble de services est consacré au soutien des familles afin de favoriser le développement global des enfants et de consolider les milieux familiaux :

- Haltes-garderies communautaires;
- Accompagnement périnatal;
- Soutien à l'allaitement;
- Stimulation précoce;
- Tutorat et aide aux devoirs;
- Programmes de compétences parentales.

Hébergement, itinérance et logement abordable

Certains organismes offrent des services spécialisés liés à l'urgence sociale. Ils contribuent à prévenir l'itinérance et à sécuriser les parcours résidentiels :

- Hébergement d'urgence et temporaire;
- Maisons de transition;
- Travail de rue;
- Accompagnement post-hébergement;
- Développement de logements abordables.

Employabilité, formation et insertion socioprofessionnelle

Plusieurs organismes soutiennent l'intégration au marché du travail. Leurs actions renforcent l'autonomie économique des personnes accompagnées :

- Recherche et maintien en emploi;
- Formation professionnelle et informatique;
- Orientation et réorientation;
- Mentorat entrepreneurial;
- Stages et prédémarrage d'entreprise.

Défense des droits, inclusion et participation citoyenne

Les organismes jouent un rôle structurant en matière de justice sociale et contribuent à renforcer l'équité et la cohésion sociale :

- Défense des droits individuels et collectifs;
- Accompagnement dans les plaintes;
- Lutte contre la discrimination;
- Soutien aux communautés culturelles et LGBTQ2+;
- Éducation populaire.

Adéquation avec les besoins de la MRC de Vaudreuil-Soulanges

La diversité et la complémentarité des services offerts par les organismes communautaires répondent de façon ciblée aux principaux enjeux de la MRC : santé mentale, inclusion des jeunes et des familles, accès au logement, maintien à domicile des aîné-e-s, sécurité alimentaire, soutien aux femmes, intégration des nouveaux arrivants et soutien à l'employabilité. Le dynamisme du milieu communautaire envers la jeunesse, notamment, témoigne d'une volonté partagée de prévenir les difficultés d'intégration sociale, de soutenir la réussite et la persévérance scolaires, et d'encourager l'engagement citoyen des jeunes.



Au cours de la dernière année financière, 55 % des organismes communautaires affirment avoir offert de nouveaux services¹⁶.

TABLEAU 3 :
les principaux secteurs d'intervention des organismes communautaires de Vaudreuil-Soulanges

Secteurs d'intervention	Nombre	%
Jeunesse	20	40 %
Santé mentale	13	26 %
Personnes âgées	11	22 %
Sécurité alimentaire	11	22 %
Famille-parents	9	18 %
Économie sociale	8	16 %
Personnes en situation de handicap	8	16 %
Employabilité	7	14 %
Violence conjugale et familiale	6	12 %
Bénévolat	6	12 %
Entraide	5	10 %
Femmes	5	10 %
Défense des droits	5	10 %
Neurodivergence	5	10 %
Logement	4	8 %
Petite-enfance	3	6 %
Personnes en situation d'itinérance	3	6 %
Immigration	3	6 %
Réussite éducative / Persévérance scolaire	2	4 %
Alphabétisation	2	4 %
Diversité ethnoculturelle	2	4 %
Culture	2	4 %
Santé physique	2	4 %
Entrepreneuriat	2	4 %
Dépendances	1	2 %
LGBTQ+	1	2 %
Hébergement	1	2 %
Soutien et promotion communautaire	1	2 %
Personne d'expression anglaise	1	2 %

Surlignés en jaune : 6 autres secteurs que ceux qui ont été cités apparaissaient dans le questionnaire

¹⁶Le questionnaire ne comportait pas d'options aux répondant-e-s afin de préciser la nature des nouveaux services.

4.5 Les statistiques associées au nombre d'interventions

Les données présentées portent sur le nombre d'interventions réalisées par les organismes communautaires au cours de la dernière année financière, réparties en trois catégories : interventions individuelles, interventions de groupe et interventions s'adressant à la collectivité.

En ce qui concerne les interventions individuelles, les organismes en ont recensé, au total, 276 836 au cours de leur dernière année financière, ce qui inclut les services suivants : accompagnement, soutien psychologique, suivi, aide ponctuelle, écoute, appel téléphonique, partage; aide matérielle ou services offerts comme les repas, vêtements, meubles, aide monétaire ou financière, emploi, ordinateur, comptabilité et hébergement.



Enfin, les organismes communautaires proposent régulièrement des interventions s'adressant plus largement à la collectivité : kiosques, sensibilisation ou toute activité organisée lors d'un événement s'adressant à la population, souper spaghetti ou fête populaire. Ce sont autant d'occasions pour faire connaître leurs services et sensibiliser les personnes sur certains sujets (ouverture sur l'autre, prévention de la violence, etc.). Pour certains organismes, ce type d'intervention est le principal moyen inscrit dans leur mission, car il vise une large audience. Les organismes ont recensé 47 061 personnes ayant participé à une ou plusieurs activités de ce genre.



Par conséquent, en regroupant les interventions individuelles, de groupe et à caractère événementiel, les organismes communautaires ont permis d'accueillir 365 883 participant-e-s dans la région de Vaudreuil-Soulanges au cours de la dernière année financière.

Les interventions de groupe, pour leur part, peuvent inclure les exemples suivants : groupes d'entraide, formations offertes, séances, ateliers, services d'activités culturelles, de création ou d'activités physiques pour briser l'isolement. Au total, les organismes ont organisé 6 750 interventions de groupes qui ont permis de réunir 41 986 personnes.

La majorité des organismes rapportent une forte augmentation (57 %) ou une augmentation modérée (24 %) du nombre d'interventions individuelles (81 % combiné), ce qui indique une hausse notable de la demande ou de l'offre de services personnalisés (tableau 4).

TABLEAU 4 :
Nombres d'organismes communautaires s'étant prononcés sur l'évolution du nombre d'interventions au cours de la dernière année financière

	Type d'intervention					
	Individuelles		De groupe		À la collectivité	
Forte augmentation (plus de 10 %)	21	57 %	17	46 %	14	39 %
Augmentation (moins de 10 %)	9	24 %	6	16 %	9	25 %
Stabilité	6	16 %	11	30 %	13	36 %
Diminution (moins de 10 %)	0	0 %	0	0 %	0	0 %
Forte diminution (plus de 10 %)	1	3 %	3	8 %	0	0 %
Total	37	100 %	37	100 %	36	100 %



81 %

des répondant-e-s
notent une augmentation
des interventions

Les organismes attribuent cette hausse à une meilleure visibilité de leurs services, au développement de partenariats locaux ainsi qu'à l'amélioration de leurs processus internes. Ils soulignent aussi l'engagement accru des équipes pour répondre efficacement et avec sensibilité aux demandes croissantes.

De plus, les commentaires révèlent une augmentation significative des problèmes de santé mentale, une hausse des appels aux centres de crise et de prévention du suicide (+11,3 %) et des appels en P38¹⁷ (+22 %).



« Le nombre d'interventions a connu une hausse significative, témoignant d'un accroissement des besoins dans la communauté ainsi que d'une capacité organisationnelle renforcée. Cette évolution positive confirme la pertinence de notre mission et justifie le maintien, voire le renforcement, des ressources allouées à nos activités. »

- Répondant R37

4.6 Les projets les plus significatifs soulignés par les organismes communautaires

Les organismes communautaires de Vaudreuil-Soulanges ont réalisé un ensemble de projets qui se regroupent autour de quelques grands thèmes : soutien aux familles et aux jeunes, lutte à la pauvreté et inclusion, santé et mieux-être, participation citoyenne et vie culturelle, logement et milieux de vie, ainsi que développement organisationnel et partenariats. Nous vous présentons ci-dessous la synthèse des réponses offertes par les organismes à la question suivante : pouvez-vous nous citer le ou les projets les plus importants que vous avez réalisés récemment?

Familles, petite enfance et parentalité

- De nombreux projets ciblent directement les familles : haltes-répît pour tout-petits, rencontres prénatales, accompagnement à la naissance, soutien aux pères, ateliers sur le développement global de l'enfant et la préparation à l'entrée à la maternelle.
- Des initiatives comme « Une place 0-5 et un accompagnement pour tous! » soutiennent l'intégration d'enfants à besoins particuliers en service de garde, tout en améliorant la qualité du répît par une supervision dédiée et des activités éducatives structurées.
- Des projets de soutien alimentaire aux familles, par exemple un programme de repas et collations d'urgence dans plusieurs écoles et camps municipaux, agissent en amont et permettent de prévenir des situations de détresse alimentaire.
- Des projets intergénérationnels, des haltes d'allaitement et des collaborations avec les organismes familles renforcent le réseau de soutien aux parents sur l'ensemble du territoire.

¹⁷Les appels P-38 au Québec font référence à une intervention policière d'urgence en vertu de la Loi sur la protection des personnes dont l'état mental présente un danger pour elles-mêmes ou pour autrui.

Jeunesse, persévérance scolaire et inclusion

- Les organismes se distinguent par un fort investissement auprès des jeunes, dans et hors du milieu scolaire. On retrouve des volets jeunesse en écoles secondaires, des maisons des jeunes présentes directement en milieu scolaire, des ateliers d'entrepreneuriat parascolaire, des activités de persévérance scolaire en 6^e année, ainsi que des projets d'accompagnement pour les « décrocheurs silencieux » et les jeunes en situation de handicap (projets TEVA, DuoEmploi, etc.).
- Des projets structurants créent des environnements favorables à l'engagement et à la réussite : nouveaux plateaux sportifs, jardins, mosaïcultures, murales, sentiers dans les boisés, ateliers créatifs et artistiques, festivals jeunesse et galas.
- Le développement de logements de transition pour jeunes à risque, combiné à un soutien au renforcement des compétences de vie autonome, offre une réponse concrète à la crise du logement et facilite le passage à la vie adulte.

Lutte à la pauvreté, inclusion et développement de l'autonomie

- Plusieurs initiatives visent la sécurité alimentaire, la réduction des inégalités et le renforcement de l'autonomie financière. Des campagnes majeures de financement et de rénovation de bâtiments dédiés aux activités de distribution alimentaire augmentent la capacité de récupération et de redistribution de denrées, tandis que des projets comme « Pour arriver à nos faims » permettent d'adapter les infrastructures aux normes et aux besoins croissants.
- Des ateliers d'éducation populaire comme « Mêlez-vous de vos affaires » outillent les personnes à mieux gérer leur budget et à sortir de situations financières précaires, avec des changements observables dans la planification des dépenses tout en reprenant confiance en leurs capacités.
- D'autres projets misent sur l'alphabétisation et la francisation (français langue seconde, TENS/TDG, alphabétisation numérique, tutorat parent-enfant, projets estivaux de pratique du français) pour favoriser l'intégration sociale et professionnelle des personnes immigrantes et peu scolarisées.

Santé, mieux-être et prévention

- Les organismes développent des actions fortes en prévention et en soutien psychosocial. On retrouve des programmes de sensibilisation aux violences sexuelles et à la violence amoureuse en milieu scolaire.
- Des protocoles de référence avec les services policiers, des campagnes de sensibilisation adaptées aux aîné-e-s, ainsi que des outils sur la cyberviolence.
- L'ouverture d'une clinique de rue communautaire permet d'aller vers les personnes en situation de grande vulnérabilité et de rapprocher les services des milieux de vie.
- Des projets de pairs-aidants familles, de groupes de soutien et de programmes de deuil pour enfants et proches contribuent directement au mieux-être psychologique et à la résilience.
- Dans un autre registre, ils permettent de sensibiliser la population aux réalités de la diversité sexuelle et de genre (Festival Fierté Montréal 2024 et la West Island Pride 2024).

Participation citoyenne, bénévolat et vie culturelle

- Un grand nombre de « projets significatifs » concernent la mobilisation citoyenne et la vitalité culturelle. On note des semaines de l'action bénévole, un salon des personnes aînées, des journées internationales, des ventes de garage de très grande affluence, des défilés de mode mettant en valeur les membres, ainsi que de multiples fêtes de quartier, festivals municipaux, salons, piqueniques et événements thématiques (Mois de l'histoire des Noirs, événements interculturels, soirées entrepreneuriales, etc.).
- Les organismes jouent un rôle clé de partenaires des villes et de la MRC dans les grands événements publics, ce qui améliore leur visibilité et renforce la cohésion sociale. Des projets comme « Ange des parcs », des patrouilles de sensibilisation dans les parcs, des zones de graffiti légal, des programmations artistiques et sportives d'envergure ou encore des marches de mobilisation (Marche mondiale des femmes) témoignent d'une vie citoyenne dynamique et inclusive.

Logement, accessibilité à l'emploi et milieux de vie

- Plusieurs réalisations touchent directement la question du logement et de l'intégration en emploi. En plus des logements de transition pour jeunes, un projet de construction de 12 nouveaux logements abordables pour familles à Vaudreuil-Dorion répond à des besoins criants du territoire.
- Des ateliers sur les droits et obligations en habitation (ex. pour les nouveaux arrivants ou les personnes âgées en résidence) renforcent la capacité des citoyen-ne-s à défendre leurs droits et à faire des choix éclairés.
- Du côté de l'emploi, des salons de l'emploi rassemblant de nombreuses entreprises et un nombre croissant de visiteur-euse-s et des projets d'accompagnement précoce en contexte scolaire améliorent l'accès au marché du travail.
- L'accueil de professionnel-le-s de la santé formé-e-s à l'étranger pour le futur hôpital montre aussi la contribution directe du communautaire au développement socioéconomique régional.

Développement des organismes, partenariats et rayonnement

- Enfin, plusieurs « projets significatifs » concernent la consolidation et la professionnalisation des organismes eux-mêmes. Il s'agit de déménagements et d'agrandissements, d'achats ou de ventes de bâtiments pour mieux adapter les locaux, de rénovations majeures, de nouveaux points de service, de relookage d'image et de nouveaux sites web, ainsi que de planifications stratégiques structurées à moyen terme.
- L'embauche de ressources dédiées au développement des partenariats, la participation à de grands projets de concertation (par exemple autour de la sécurité, de la jeunesse, des familles ou de la diversité), ainsi que la présence dans de multiples événements régionaux renforcent la reconnaissance institutionnelle des organismes.

*Des alternatives? J'en connais pas!!
j'aurais fait des démarches qui
n'auraient rien donné. J'étais sans
défense! »*

- Résident d'une RPA (résidence privée pour
personnes âgées) aidé par le CAAP Montérégie.

”



Membres et partenaires présents à l'assemblée générale annuelle 2024 de la CDC-VS



4.7 La main-d'œuvre au service des organismes communautaires : une force collective pour le développement régional

Cette partie de l'étude d'impact souhaite faire le portrait de la main-d'œuvre, salariée et bénévole, au service de la communauté. Moteur du dynamisme et de la capacité d'action des organismes communautaires, les personnes qui œuvrent au sein des organismes communautaires de Vaudreuil-Soulanges jouent un rôle structurant dans la réalisation de projets, le développement des partenariats et la consolidation du secteur communautaire.

4.7.1 La main-d'œuvre salariée

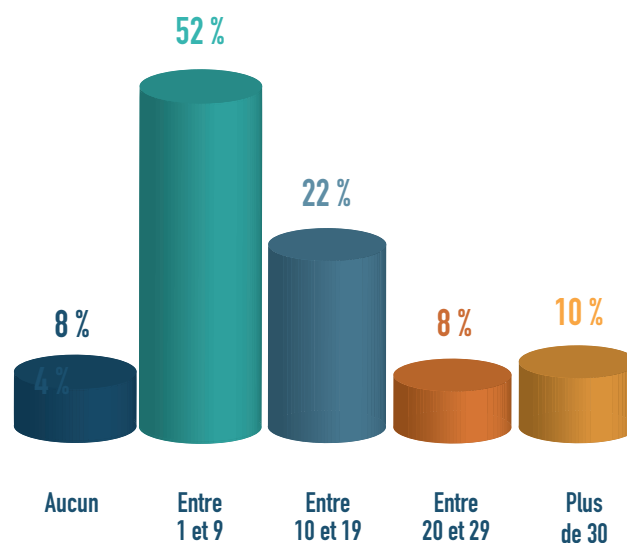
636
Le nombre
d'employé-e-s
salariés

L'étude d'impact a recensé 636 employé-e-s à l'aide des données du questionnaire et des informations obtenues dans les rapports annuels d'activités. Parmi eux, environ 66 % travaillent à temps plein¹⁸ et 34 % à temps partiel, soit 528

équivalents temps complet (ETC). On y constate d'emblée, au graphique 2, que la majorité des organismes comptent un nombre inférieur à 10 employé-e-s (52 %), ce qui reflète la prédominance de petites équipes dans le secteur communautaire. Cependant, une minorité d'organismes, souvent établis depuis plus longtemps ou disposant de ressources accrues, se démarquent par des effectifs plus importants.

Cette répartition témoigne d'un secteur où la flexibilité et l'engagement sont essentiels, mais où la pérennité et l'élargissement des missions dépendent grandement de la capacité à attirer et retenir du personnel qualifié. Les données du graphique 2 permettent donc de mieux comprendre les enjeux de développement organisationnel et de planification des ressources humaines auxquels font face les organismes communautaires de la région. Soulignons à cet égard qu'au moins 4 organismes (8 %) fonctionnent sans personnel salarié et ne comptent que sur des effectifs bénévoles pour fonctionner.

GRAPHIQUE 2
Proportion d'employé-e-s au sein des organismes communautaires de Vaudreuil-Soulanges n=636



¹⁸Pour les besoins de l'étude, le scénario de 35 heures/semaine a été retenu comme hypothèse la plus probable dans le secteur des organismes à but non lucratif et 15 heures/semaine pour les travailleur-euse-s à temps partiel. La proportion (66 %) de travailleur-euse-s à temps plein est tout à fait congruente avec d'autres études d'impact du secteur communautaire. À titre de comparaison, 81 % des travailleur-euse-s étaient à temps plein au Québec en 2025 (86 % H, 76 % F)

4.7.2 Le personnel des organismes : portrait de la répartition selon l'âge et le sexe

Le graphique 3 illustre la répartition selon le sexe des employé-e-s au sein des organismes communautaires de Vaudreuil-Soulanges, mettant en évidence une présence largement majoritaire de femmes dans ce secteur. Cette tendance est cohérente avec les données nationales et internationales qui démontrent que les femmes sont souvent surreprésentées dans les emplois liés à l'action communautaire, à la santé et aux services sociaux.

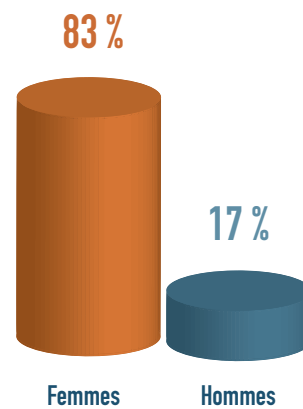
Selon les données publiées par le Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire (CSMO-ÉSAC), 82 % des gestionnaires dans ce domaine sont des femmes, ce qui confirme la tendance observée localement à Vaudreuil-Soulanges¹⁹.

Le graphique 4, portant sur la répartition par âge du personnel des organismes communautaires de Vaudreuil-Soulanges, souligne une présence significative de travailleur-euse-s dans les tranches de 35 à 54 ans. Le personnel plus jeune étant moins nombreux (8 % entre 20 et 29 ans), cela pourrait soulever des enjeux de relève, de transmission des savoirs et d'adaptation des pratiques de gestion des ressources humaines.

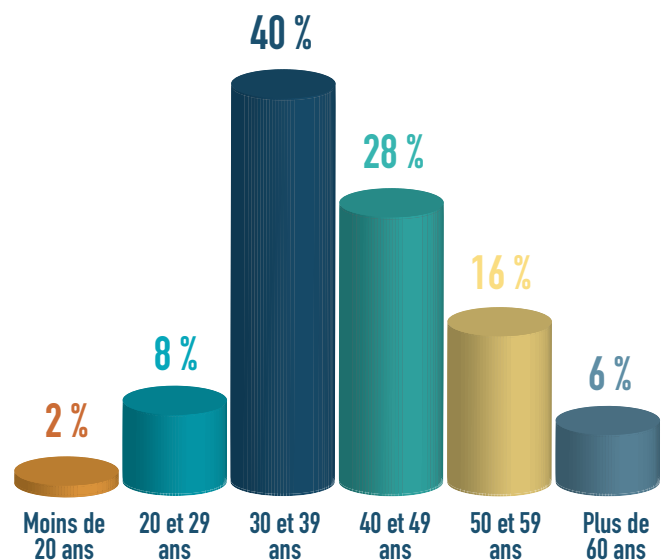
Plusieurs répondant-e-s de l'étude d'impact ont d'ailleurs souligné la difficulté à attirer de jeunes professionnel-le-s, souvent en raison de conditions de travail jugées moins compétitives et d'un manque de reconnaissance du secteur auprès de la relève. Cette tendance suggère que les organismes communautaires doivent non seulement miser sur le maintien en emploi des travailleur-euse-s expérimenté-e-s, mais aussi développer des stratégies ciblées pour intéresser et intégrer davantage de jeunes, assurant ainsi la pérennité et le dynamisme du secteur à moyen et long terme.

Poursuivant, le tableau 5 présente les emplois les plus fréquents dans les organismes communautaires de Vaudreuil-Soulanges, mettant en lumière plusieurs tendances importantes. D'abord, la prédominance féminine au sein des postes est manifeste : la majorité des emplois affichent un pourcentage de femmes supérieur à 75 %, et certains, telle adjointe administrative, sont exclusivement occupés par des femmes. Cette surreprésentation féminine est particulièrement marquée dans les fonctions de coordination, d'intervention et de direction, ce qui renforce les observations du contexte quant au rôle structurant des femmes dans ce secteur.

GRAPHIQUE 3
Proportion de femmes et d'hommes au sein du personnel des organismes communautaires, Vaudreuil-Dorion, n=636



GRAPHIQUE 4
Groupes d'âge du personnel des organismes communautaires, n=636



¹⁹ CSMO-ÉSAC, enquête repère 2022, Montréal, 56 pages.

Tableau 5 : les emplois les plus fréquents dans les organismes communautaires

	Nb	% F	% H	Âge moyen	Salaire horaire moyen
Intervenant·e	154	91 %	9 %	33 ans	30,08 \$
Accompagnateur·trice	69	77 %	23 %	30 ans	22,06 \$
Personnel de soutien*	68	68 %	32 %	28 ans	22,63 \$
Professionnel·le **	50	92 %	8 %	38 ans	28,54 \$
Directeur·trice	49	78 %	32 %	46 ans	41,00 \$
Coordonnateur·trice	44	93 %	7 %	35 ans	33,59 \$
Animateur·trice	29	77 %	23 %	26 ans	25,82 \$
Adjointe administrative	21	100 %	0 %	50 ans	28,85 \$
Responsables ***	19	79 %	21 %	50 ans	25,63 \$

* Personnel de soutien : aide-jardinier, préposé·e, cuisinier·ère, chauffeur·euse, manutentionnaire

** Professionnel·le : enseignant·e, conseiller·ère, agent·e de projet, etc.

*** Responsable : chef·fe, gérant·e, superviseur·euse

En ce qui concerne l'âge moyen, on constate une diversité selon les fonctions. Les postes d'animateur·trice et le personnel de soutien sont occupés par des personnes plus jeunes (autour de 26 à 28 ans), tandis que les postes de direction, d'adjointe administrative et de responsable sont davantage occupés par des travailleur·euse·s d'expérience (autour de 46 à 50 ans).

Sur le plan de la rémunération, on constate que le salaire horaire moyen du personnel des organismes consultés dans la présente étude est de 27,49 \$/h, ce qui est inférieur au salaire moyen des travailleur·euse·s du Québec estimé à 33,84 \$/h²⁰ et à celui des employé·e·s du secteur public au Canada estimé pour sa part à 40,80 \$/h²¹ (incluant le Québec). Les postes de direction et de coordination demeurent les mieux rémunérés (41,00 \$ et 33,59 \$ de l'heure respectivement), tandis que les fonctions d'accompagnement, de soutien et d'animation se situent dans une fourchette autour de 22 \$ à 26 \$ de l'heure.



Les salaires dans le secteur communautaire sont globalement inférieurs ou tout juste équivalents aux postes comparables dans le réseau public. Par exemple, un·e intervenant·e ou professionnel·le du communautaire (≈30 \$/h) gagne souvent moins que l'équivalent dans un CISSS/CIUSSS (~37 \$ médian)²². Dans le réseau public, les salaires sont souvent échelonnés par convention collective, avec possibilités d'avancement à des niveaux plus élevés. En ce qui concerne les postes de direction, le salaire horaire médian au gouvernement est de 53,85 \$/h, ce qui s'écarte largement du secteur communautaire. Il est aussi possible de consulter le guide élaboré par la Table régionale des organismes communautaires et bénévoles de la Montérégie²³ pour l'élaboration des échelles salariales, suggérant aussi un niveau d'indexation lié à l'inflation.

²⁰ Institut de la Statistique du Québec, Bilan du marché du travail au Québec en 2024, <https://statistique.quebec.ca/fr/communiqu/bilan-du-marche-du-travail-au-quebec-en-2024>

²¹ Statistique Canada, Rémunération moyenne 2024, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/14-28-001/2025001/article/00001-fra.htm>

²² Gouvernement du Canada, Guichet-Emploi, <https://www.nl.guichetemplois.gc.ca/rapportmarche/profession-sommaire/23025/38644>

²³ TROC-Montérégie, Echelles salariales : Guide de soutien pour l'élaboration d'échelles salariales dans votre organisme communautaire : et si on s'inspirait du réseau public, février 2023, 26 pages

4.7.3 Analyse différenciée selon les sexes : données sur l'emploi et les salaires

Un biais structurel

Les constats sur les écarts salariaux sont révélateurs de la féminisation structurelle du marché de l'emploi : les postes majoritairement occupés par des femmes — intervenant-e, accompagnateur-trice, professionnel-le — affichent des salaires nettement plus bas que des postes équivalents dans le réseau public.

Ceci reflète un phénomène bien documenté : les emplois à prédominance féminine sont souvent moins valorisés monétairement même lorsqu'ils exigent des compétences comparables. Cette baisse relative de rémunération est une forme de biais structurel dans le marché du travail.

Moindre reconnaissance institutionnelle

- Les organismes communautaires, malgré leur rôle social essentiel (soutien aux familles, inclusion, santé mentale, etc.), ont souvent moins de pouvoir de négociation salariale que les employeurs publics dotés de conventions collectives. Ce désavantage se retrouve souvent dans les salaires inférieurs et les conditions d'emploi moins robustes.

Impact sur les trajectoires de carrière des femmes :

- Moindre accumulation de revenus au cours de la vie;
- Moindre capacité d'épargne et de retraite;
- Pressions plus fortes sur la conciliation travail/famille.

Ce point de vue souligne non seulement une injustice économique, mais aussi un enjeu féministe structurel, où la prestation de soins et de soutien — historiquement associée au travail des femmes — n'est pas compensée à sa juste valeur.

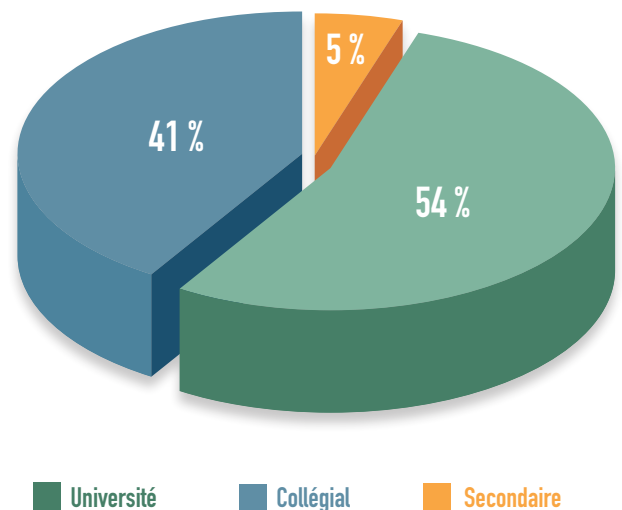
En somme, ce portrait sur l'emploi et les salaires met en évidence un secteur communautaire à prédominance féminine où la diversité des âges et des salaires est marquée selon les types d'emplois. Il souligne l'importance d'une réflexion sur l'attraction de la relève, la reconnaissance des emplois et la valorisation du personnel. Enfin, les données sur la disparité salariale font la lumière sur le contexte plus large de la dévaluation des métiers à prédominance féminine qui dissimule une inégalité économique structurelle.

4.7.4 Scolarité et domaine d'emploi de la main-d'œuvre salariée

Les données du graphique 5, pour leur part, permettent de dégager quelques tendances concernant la formation du personnel œuvrant dans les organismes communautaires de Vaudreuil-Soulanges.

- Études universitaires : 54 % des employé-e-s détiennent un diplôme universitaire, ce qui en fait la catégorie la plus représentée. Cela inclut les baccalauréats, les certificats et les maîtrises dans divers domaines;
- Collégial : 41 % possèdent un diplôme d'études collégiales (DEC ou AEC), ce qui témoigne d'un haut niveau de qualification global au niveau des études supérieures;
- Secondaire : seuls 5 % des employé-e-s ont pour plus haut diplôme le secondaire, ce qui indique que la très grande majorité des travailleur·euse-s du milieu communautaire détiennent une formation postsecondaire.

GRAPHIQUE 5
Niveau de scolarité des membres du personnel des organismes communautaires Vaudreuil-Soulanges



Nous avons également demandé aux organismes de nommer les domaines d'études les plus fréquemment détenus par les membres du personnel. Voici ce qui en ressort :

- **Éducation spécialisée** : mentionné à plusieurs reprises, ce domaine est particulièrement en demande, reflétant l'importance du soutien direct aux personnes vulnérables dans le secteur communautaire;
- **Travail social (TS)** : nombreux employé-e-s sont formés spécifiquement pour l'accompagnement social. Cela confirme le rôle central du travail social dans ces organismes;
- **Éducation à l'enfance et enseignement** : plusieurs références à l'éducation à l'enfance, à l'enseignement et à l'éducation spécialisée montrent une spécialisation dans l'accompagnement des jeunes et des familles;
- **Sciences humaines** : les sciences humaines, incluant la psychologie, l'anthropologie, la démographie, les sciences des religions et la sexologie, sont également très représentées. Ce sont autant de formations qui permettent d'aborder les aspects sociaux sous différents angles tout en répondant à des besoins variés;
- **Communication et administration** : on note plusieurs mentions de baccalauréats ou certificats en communication, gestion, administration et gestion de projet, illustrant la diversité des compétences nécessaires pour gérer et animer des organismes communautaires;
- **Autres domaines** : certains employé-e-s proviennent de domaines variés comme les arts, le pharmaceutique, la psychologie, la démographie, le design, le secrétariat, et même la médecine ou l'aérospatiale, ce qui témoigne d'une certaine polyvalence dans le recrutement.

L'analyse des données sur l'emploi, les salaires et la scolarité expose un paradoxe structurant du secteur communautaire de Vaudreuil-Soulanges : une main-d'œuvre hautement qualifiée, majoritairement féminine, exerçant des fonctions socialement essentielles, mais dont la reconnaissance salariale et institutionnelle demeure insuffisante. Cette situation s'inscrit dans une dynamique plus large de dévaluation des emplois à prédominance féminine, malgré des exigences élevées en matière de compétences, de formation et de responsabilité. À long terme, ces écarts fragilisent les trajectoires professionnelles des femmes et posent un enjeu majeur pour l'attraction, la rétention et la relève dans le milieu communautaire.

Une réflexion collective sur la valorisation du travail, l'équité salariale et la reconnaissance du rôle stratégique des organismes communautaires apparaît ainsi incontournable pour assurer la pérennité du secteur.

4.7.5 L'importance de la formation continue au sein des organismes communautaires

Au cours de la dernière année, les organismes communautaires de Vaudreuil-Soulanges ont investi de façon soutenue dans la formation continue de leur personnel, témoignant d'une volonté claire de professionnalisation, d'adaptation et d'amélioration continue des pratiques. Les activités de formation ont couvert un large éventail de thématiques, reflétant la diversité des clientèles accompagnées et la complexité croissante des situations rencontrées sur le terrain. Les exemples ci-dessous montrent à quel point les organismes communautaires exercent un leadership fort en matière de formation continue.

Renforcement des compétences cliniques et relationnelles

Les formations offertes ont permis de renforcer les compétences cliniques et relationnelles du personnel, notamment en matière d'accompagnement des personnes vivant avec des troubles neurodéveloppementaux, de santé mentale, de dépendances ou de détresse psychosociale. Une attention particulière a été portée à l'intervention auprès des enfants, des jeunes et des familles, incluant le repérage précoce, le développement global de l'enfant, la parentalité, ainsi que la gestion de comportements complexes.

Formation en intervention et prévention

De plus, plusieurs initiatives ont été mises en place pour renforcer les compétences d'intervention en situation de crise, favoriser la prévention du suicide, soutenir la postvention et promouvoir une approche sensible aux traumatismes. Ces efforts témoignent de l'importance accordée à l'adoption de bonnes pratiques et à la sécurité, tant pour les personnes accompagnées que pour les intervenant-e-s.

Par ailleurs, des formations portant sur le cadre légal, l'éthique, la confidentialité et les responsabilités professionnelles ont également été suivies, illustrant un souci constant de conformité et de rigueur organisationnelle.

Développement des compétences transversales et organisationnelles

Enfin, les organismes ont soutenu le développement de compétences transversales et organisationnelles, notamment en gestion, en gouvernance, en ressources humaines, en outils numériques, en communication et en collaboration intersectorielle. Ces apprentissages contribuent à renforcer la capacité organisationnelle des milieux communautaires, tout en favorisant le bien-être des équipes, la prévention de l'épuisement professionnel et la pérennité des organismes. À cet égard, la CDC Vaudreuil-Soulanges, avec d'autres CDC de l'ouest de la Montérégie et le Manoir d'Youville, propose une programmation annuelle de formations adaptées aux besoins spécifiques du secteur communautaire.

4.7.6 La gestion des ressources humaines

Les données sur la situation de l'emploi dans les organismes communautaires (Tableau 6) révèlent plusieurs tendances significatives. On note que 17 % des postes sont temporaires, ce qui témoigne d'une certaine précarité dans le secteur²⁴. Le faible taux de création de nouveaux emplois (6 %) suggère une croissance modérée, voire une stabilité du marché de l'emploi communautaire. Enfin, le taux de départs (12 %) indique une mobilité notable, possiblement liée aux salaires moins compétitifs et aux conditions d'emploi évoquées dans le contexte précédent.

TABLEAU 6 :
Situation de l'emploi dans les organismes communautaires, n=636 (employé-e-s)

Nombre d'emplois temporaires	107	17 %
Nombre de nouveaux emplois	35	6 %
Nombre d'employé-e-s ayant quitté	76	12 %

Ces chiffres mettent en lumière les défis en matière de stabilité et d'attraction de la main-d'œuvre dans les organismes communautaires, particulièrement dans un secteur à prédominance féminine où les salaires et la reconnaissance institutionnelle demeurent des enjeux majeurs.

Parmi ces défis se pose la question de la gestion des ressources humaines dans un contexte où les organismes peinent à attirer la relève. Le personnel en place peut en subir les contrecoups, notamment pour répondre efficacement aux besoins sans cesse croissants de la communauté comme en témoignent d'ailleurs les données sur l'augmentation des interventions dans la majorité des organismes.

L'étude s'est d'ailleurs penchée sur les impacts possibles sur le niveau de stress vécu par le personnel. Nous avons donc demandé aux directions d'évaluer, selon leur perception, le niveau de stress vécu au quotidien par les membres du personnel en tenant compte des critères suivants : charge de travail, surinvestissement, pression des délais ou instabilité d'emploi.

TABLEAU 7 :
niveau de stress vécu par le personnel des organismes communautaires (proportion d'organismes) Vaudreuil-Soulanges

Stress intense, presque ingérable	0	0 %
Stress constant, difficile à gérer	9	23 %
Stress fréquent, mais gérable	18	46 %
Stress léger, gérable	9	24 %
Très faible, presque aucun stress	3	8 %
	38	100 %

²⁴ Selon l'Institut de la statistique du Québec, dans le secteur de l'éducation ou de la santé, la proportion de postes temporaires tend à être plus faible au Québec, oscillant entre 8 % et 12 %.

L'analyse des résultats sur le niveau de stress vécu par le personnel des organismes communautaires de Vaudreuil-Soulanges fait ressortir plusieurs constats importants. D'abord, on note que près du quart des répondant-e-s (23 %) observent que les employé-e-s vivent un stress constant et difficile à gérer, ce qui demeure préoccupant. Près de la moitié des répondant-e-s (46 %) perçoivent un stress fréquent, mais jugé gérable, alors que 24 % évaluent le niveau de stress comme léger et gérable. Enfin, seule une minorité (8 %) considère que le stress ressenti est très faible ou quasi inexistant.



23 %
Proportion
d'organismes où
un stress constant
est ressenti

Dans l'ensemble, bien que la majorité du personnel semble composer avec un stress qui demeure gérable, l'importance de la proportion faisant face à un stress fréquent ou constant (près de 70 %) souligne un enjeu significatif de bien-être au travail. Ce constat confirme que la précarité des conditions d'emploi et les difficultés de recrutement et de rétention accentuent la pression sur les équipes en place.

Selon les commentaires des répondant-e-s au questionnaire de l'étude, les directions réagissent en général promptement pour faire face aux situations de stress. Elles mettent en place diverses stratégies pour prévenir le surmenage, notamment une répartition équitable des tâches, le soutien, l'écoute, ainsi que la formation et des activités d'équipe. Malgré ces efforts, la pression reste élevée en raison de la charge de travail croissante, des délais serrés, des cas complexes en santé mentale et du fonctionnement reposant parfois sur une seule personne, surtout en fin d'année. Le surinvestissement et le risque d'épuisement professionnel sont présents, particulièrement chez les intervenant-e-s. Enfin, la cohésion d'équipe et le coaching sont considérés comme essentiels pour maintenir la motivation, surtout dans les organismes à forte implication bénévole.

Parmi les facteurs de stress les plus importants vient en tête de liste la question du financement des organismes communautaires. Interrogés à ce sujet, les organismes font état de plusieurs conséquences découlant de l'instabilité dans le financement :

- **Précarité et insécurité :**
plusieurs directions mentionnent l'insécurité liée au renouvellement fréquent des financements, la précarité économique et la difficulté à offrir des postes permanents ou compétitifs, générant de l'anxiété et du stress chez les employé-e-s;
- **Financement par projet :**
ce mode de financement permet d'embaucher temporairement, mais il ne garantit pas la stabilité des postes à long terme;
- **Réduction ou adaptation des services :**
des baisses de financement obligent certains organismes à réduire les heures de travail, à réorganiser les tâches ou à limiter le nombre de services offerts, parfois en s'appuyant sur des bénévoles;
- **Difficulté de rétention et recrutement :**
l'absence de salaires compétitifs par rapport au secteur privé ou institutionnel rend la rétention difficile et limite l'embauche de personnes avec des expertises, ce qui entraîne parfois un roulement élevé ou une équipe formée principalement d'étudiants;
- **Charge de travail accrue :**
les changements dans le financement ou les activités augmentent souvent la charge de travail, la complexité des tâches et la nécessité de prioriser les services.

« La situation est à la limite du « gérable ». Le manque de financement nous oblige à avoir beaucoup plus sur nos épaules pour les travailleurs à temps plein. Nous devons faire à deux personnes ce qui devrait être fait à 3 voire 4 personnes. »

- Répondant R16

4.7.7 Santé mentale positive et épanouissement au travail

La majorité des organismes font preuve d'imagination pour mettre en œuvre des activités en lien avec la santé mentale positive. Près du trois quarts des organismes mentionnent avoir mis en œuvre plusieurs mesures pour promouvoir la santé mentale positive et le bien-être de leur personnel. Ces initiatives se regroupent en quelques grandes catégories :

1. Activités de bien-être et ressourcement

- Organisation d'activités telles que yoga, art-thérapie, pleine conscience, journées de ressourcement, et « team building »;
- Mise en place d'espaces de détente (ex. tipi, zones d'échanges) et d'activités sociales conviviales (repas d'équipe, quilles, sorties);
- Offres financières dédiées au bien-être comme des fonds santé, des remboursements de soins psychosociaux ou cartes-cadeaux bien-être.

2. Soutien psychologique et développement professionnel

- Accès à des thérapeutes externes, supervisions cliniques et formations sur la santé mentale;
- Création de politiques internes de prévention du harcèlement, de ratio employé-e-s/client-e-s et de reconnaissance;
- Organisation de rencontres individuelles et de moments pour « ventiler » ou échanger en toute confidentialité.

3. Reconnaissance et valorisation du personnel

- Activités de reconnaissance (pour les employé-e-s et bénévoles) : repas, petites attentions, tableaux de projets significatifs, etc.;
- Mise en avant de la reconnaissance comme levier de performance et d'adhésion aux valeurs de bienveillance et de respect.

4. Conciliation et conditions de travail favorables

- Adoption de mesures de conciliation travail-vie personnelle/familiale, dont des horaires flexibles, semaines de 4 jours, congés bonifiés. Obtention de la certification Concilivi : sceau de reconnaissance en conciliation de famille-travail;
- Offres d'assurances collectives bonifiées, régimes de retraite, et accès à la télémédecine.

5. Culture organisationnelle positive

- Développement d'un climat d'équipe sain et collaboratif, grâce à des rencontres régulières, des outils de communication ouverts et des journées de réflexion ou de co-développement;
- Des projets novateurs sont également prévus (ex. nouveaux programmes de bien-être dès 2026).

Les nombreux moyens mis en œuvre pour favoriser la santé mentale positive tendent à démontrer les avantages de faire carrière dans le secteur communautaire. On y trouve entre autres :

- Un fort sentiment d'utilité sociale et une contribution directe au bien-être collectif, source d'une grande satisfaction professionnelle;
- Une reconnaissance et une valorisation du personnel, tant au sein des équipes que dans la relation avec les personnes et les communautés soutenues;
- Des mesures de conciliation travail-vie personnelle telles que les horaires flexibles et les congés bonifiés favorisant un environnement de travail sain et motivant;
- La participation à une culture organisationnelle positive, axée sur la collaboration, la solidarité et la promotion de relations égalitaires et inclusives.

Ainsi, malgré des contraintes structurelles bien réelles, le secteur communautaire se distingue par sa capacité à créer des milieux de travail humains, porteurs de sens et favorables à l'épanouissement professionnel. Ces pratiques contribuent non seulement à la santé mentale du personnel, mais constituent également un levier essentiel d'attraction et de rétention de la main-d'œuvre dans un secteur majoritairement féminin et socialement indispensable.

4.7.8 La main-d'œuvre bénévole, une contribution majeure à la mission des organismes communautaires

Selon les commentaires reçus dans les questionnaires, les organismes communautaires ne tarissent pas d'éloges envers les bénévoles. Leurs témoignages montrent que les bénévoles contribuent à la mission des organismes communautaires de Vaudreuil-Soulanges de plusieurs façons complémentaires :

Gouvernance et orientation de la mission

Leur participation est essentielle au fonctionnement des conseils d'administration et des divers comités (planification stratégique, gouvernance, décisions financières et administratives). Les bénévoles détiennent le rôle de « gardien de la mission » : s'assurer que les objectifs, les valeurs et la vision de l'organisme sont respectés et que l'organisation demeure en bonne santé.

Réalisation directe des services et activités

Les bénévoles assurent souvent l'animation d'ateliers, de groupes, d'activités collectives (tutorat, alphabétisation, ateliers culinaires, tricot, arts, halte-allaitement, activités avec familles vulnérables, aîné-e-s, etc.). De plus, ils contribuent au soutien direct aux usager-ère-s : accueil, accompagnement, soutien téléphonique, aide aux devoirs, livraison de repas, jardinage, aide en cuisine, entretien, menus travaux.

Soutien opérationnel et logistique

Ils ou elles fournissent également une aide administrative (formulaires, demandes de subvention, approbation des paies, logistique interne, tri de denrées, tenue de kiosques, levées de fonds, guignolée, événements de financement) et contribuent à la vie associative et au rayonnement (participation à des manifestations, représentation dans la communauté).

Apport stratégique, humain et financier

Les bénévoles constituent un apport d'expertise et de connaissances spécialisées (comptabilité, gestion, communication, etc.), souvent qualifié de « pierre angulaire » ou de « cœur de l'organisme ». Ils ou elles permettent de sauver des coûts, d'offrir davantage de services et d'accueillir plus de personnes, tout en créant un milieu chaleureux, accueillant et communautaire.



« Les bénévoles sont le cœur même de l'organisme. Ils travaillent dans tous les départements pour faire avancer notre mission et nos services. Ils sont consultés sur une base régulière sur leurs attentes, les projets qu'ils aimeraient voir se réaliser. Ils sont partie prenante de nos actions et décisions. »

- Répondant 3

4.7.9 Le bénévolat : des retombées majeures pour la région Vaudreuil-Soulanges

Les données recueillies sur les bénévoles œuvrant dans les organismes communautaires de Vaudreuil-Soulanges illustrent clairement leur rôle crucial au sein de la communauté. Avec un total de 2949 bénévoles, dont 72 % de femmes et 28 % d'hommes, la mobilisation citoyenne est remarquable. Ce bassin de bénévoles permet non seulement de répondre à divers besoins sociaux, mais aussi de renforcer le tissu communautaire en favorisant la solidarité et l'entraide.

Au cours de la dernière année financière, les bénévoles ont consacré 106268 heures à différents organismes. Selon une étude du Conference Board du Canada, il est possible d'estimer l'impact économique du bénévolat en se fondant sur le salaire horaire moyen du secteur sans but lucratif²⁵. Dans le cas de la présente étude, le salaire moyen des employé-e-s a été évalué à 27,49 \$; en multipliant ce nombre avec celui du nombre d'heures réalisées par les bénévoles, on peut dès lors estimer l'impact économique à 2 921 307 \$, ce qui correspond à environ 67,5 emplois à temps plein (35 heures/semaine, 45 semaines par année). Cette contribution est essentielle, car elle permet aux organismes de réaliser leur mission et d'offrir des services qui, autrement, seraient inaccessibles faute de ressources financières suffisantes. En ce sens, les bénévoles deviennent un pilier incontournable du développement communautaire et du maintien de nombreux services locaux. Cela étant dit, les statistiques nous rappellent, à l'encontre du sens commun, que l'action communautaire ne repose pas uniquement sur le bénévolat. En effet, le ratio d'équivalents temps complet bénévole/travailleur-euse est d'environ 1 pour 8.

La durée moyenne d'engagement de 3,9 ans témoigne d'une fidélité et d'un engagement durable de la part des bénévoles. Cette stabilité favorise la transmission des connaissances, le développement de compétences, et contribue à la continuité des actions menées par les organismes.

En somme, les bénévoles représentent un levier indispensable pour les organismes communautaires, tant sur le plan humain qu'économique. Leur engagement soutient la vitalité locale, favorise l'innovation sociale et assure la pérennité des services offerts à la population. Sans eux, bon nombre d'initiatives ne pourraient voir le jour ni se maintenir dans la durée.



2949

Nombre
de bénévoles
F : 72 % H : 28 %

106 268

Heures
de bénévolat
(au cours de la
dernière année)

2 921 307 \$

En retombée
(au cours de la
dernière année)

²⁵Conference Board du Canada, La valeur du bénévolat, 2028, 16 pages.

4.7.10 Les moyens les plus fréquemment utilisés pour recruter la main-d'œuvre bénévole

Le questionnaire adressé aux organismes a permis d'identifier certains moyens utilisés afin de recruter des bénévoles :

- Le bouche-à-oreille est de loin le levier le plus puissant, souvent seul ou combiné avec les réseaux d'entraide personnels (voir tableau 8);
- Les réseaux sociaux renforcent la visibilité des activités, mais semblent secondaires sans le soutien des ressources humaines;
- Les partenariats (organismes, écoles, tables de concertation) constituent une filière stratégique pour élargir la base de recrutement et notamment avec l'aide précieuse des Centres d'action bénévole;
- Plusieurs organismes soulignent des difficultés à recruter, malgré la diversité des canaux, suggérant un besoin de renouveler les stratégies de mobilisation et de reconnaissance.

TABLEAU 8 :
Moyen de recrutement des bénévoles

Bouche-à-oreille / Réseaux personnels	~85 %
Réseaux sociaux (Facebook, Instagram, etc.)	~55 %
Partenariats avec autres organismes, CAB	~35 %
Anciens membres / participant-e-s	~25 %
Affichage communautaire (bibliothèques, journaux, lieux publics)	~15 %
Événements (spéciaux, collectifs, bénéfiques)	~15 %
Site web / infolettres / publications en ligne	~10 %
Connaissances du CA ou du personnel	~10 %
Formulaire d'adhésion / candidatures spontanées	~5 %

4.7.11 Les difficultés liées au recrutement des bénévoles

Les principales difficultés de recrutement évoquées par les répondant-e-s sont les suivantes : le manque de temps/disponibilité des gens, la concurrence avec les contraintes économiques et familiales, la spécificité des horaires et des tâches, la confidentialité ou la sensibilité de certaines clientèles, ainsi que la méconnaissance ou les préjugés envers le bénévolat (voir aussi tableau 9).

Manque de temps et disponibilités

Les organismes mentionnent que les personnes travaillent davantage qu'avant, ont des horaires chargés, ou un retour au travail qui réduit leur disponibilité pour le bénévolat. Les rencontres en soirée, les responsabilités familiales, l'emploi à temps plein et l'âge limitent la capacité des gens à s'engager régulièrement.

« Il était facile de recruter quand les loyers et l'épicerie étaient abordables »

- Répondant R1

TABLEAU 9 :
les principales raisons évoquées en lien avec
les difficultés de recrutement des bénévoles

Manque de temps / disponibilité (horaire chargé, emploi, famille)	~40 %
Horaires et tâches peu compatibles ou trop exigeantes	~20 %
Concurrence entre organismes / surcharge de sollicitations	~10 %
Confidentialité, clientèle sensible, exigences de compétences spécifiques	~10 %
Difficulté de mobilisation et de fidélisation (surtout chez les jeunes)	~10 %
Méconnaissance de la mission / préjugés envers le bénévolat	~5 %
Aucune ou faible difficulté déclarée	~5 %

Contraintes d'horaires et de tâches

Certains besoins de bénévolat sont concentrés en semaine, durant le jour, ou impliquent des tâches physiques, ce qui réduit le bassin de candidats potentiels. Les bénévoles souhaitent parfois des plages horaires ou des types de tâches très spécifiques, ce qui rend plus difficile de concilier leurs préférences avec les besoins réels des organismes.

Distance, territoire et logistique

La grandeur du territoire, la distance à parcourir et la faiblesse de l'offre de transport collectif pour les activités ou les rencontres constituent un frein, notamment pour trouver des bénévoles prêts à se déplacer. La gestion des bénévoles (coordination, formation, ressources humaines) demande aussi du temps et des ressources que certains organismes n'ont pas.

Confidentialité et clientèles particulières

Selon les réponses d'organismes qui travaillent avec des clientèles vulnérables ou stigmatisées (ex. agressions sexuelles, ressources confidentielles), « certaines personnes hésitent à s'afficher à cette cause ». Dans certains cas, le bénévolat exige des compétences spécifiques (maîtrise du français, capacité d'animer, tâches exigeantes), ce qui limite le nombre de candidats adéquats.

Méconnaissance, préjugés et mobilisation

La mauvaise compréhension de la mission et les préjugés envers le bénévolat sont pointés comme des freins. Plusieurs parlent d'un enjeu de mobilisation et de fidélisation, surtout chez les jeunes qui préfèrent des engagements ponctuels plutôt qu'à long terme.

4.8 Principales données sur les personnes qui fréquentent les organismes communautaires de Vaudreuil-Soulanges

4.8.1 Répartition selon le genre et l'âge des participant-e-s

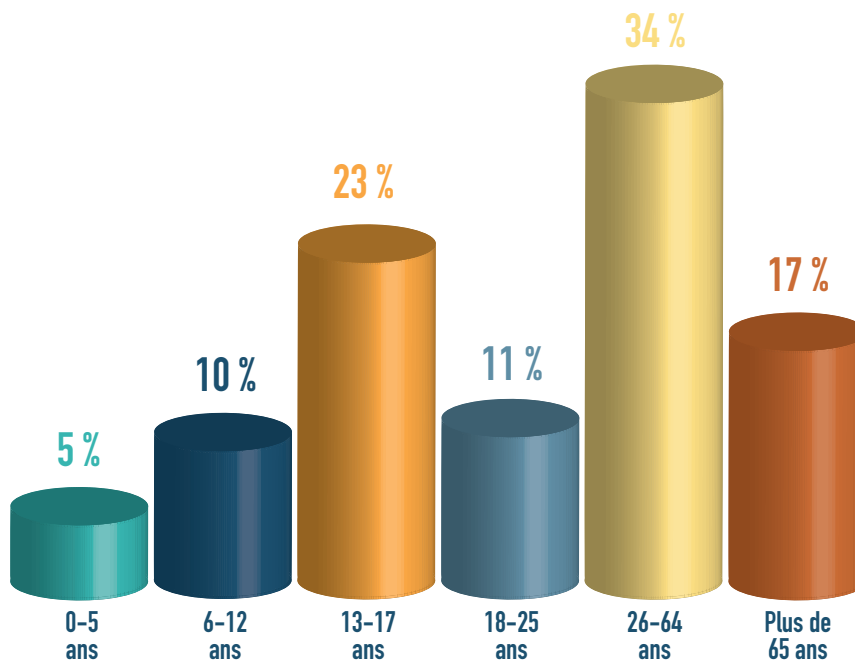
Au cours de l'année financière 2024-2025, les organismes ont accueilli pas moins de 77 046 personnes, ce qui témoigne de leur importance au sein du tissu social local. L'analyse des données révèle une forte prédominance féminine parmi les participant-e-s, avec 67 % de femmes et 33 % d'hommes. Cette surreprésentation féminine pourrait s'expliquer par la nature des services offerts, souvent axés sur le soutien familial, la santé mentale et la sécurité, des enjeux qui touchent particulièrement les femmes dans le contexte communautaire.


77 046
participant-e-s

Du point de vue de la répartition par âge, les organismes accueillent une clientèle intergénérationnelle, mais certains groupes sont particulièrement présents. Bien que les adultes regroupent une forte proportion des participant-e-s (34 % entre 26 et 64 ans, voir graphique 6), on peut considérer que les jeunes de 13 à 17 ans forment le groupe le plus important (23 %) étant donné l'amplitude moins grande de cette tranche d'âge. Ils sont suivis par les personnes de plus de 65 ans (17 %), les enfants de 6 à 12 ans (10 %) et la petite enfance 0-5 ans (5 %) ce qui souligne la capacité des organismes à répondre aux besoins des familles et à offrir des services adaptés aux différentes étapes de la vie. La présence notable des jeunes et des personnes âgées parmi les usager-ère-s démontre la nécessité d'interventions ciblées pour ces groupes, notamment en matière de santé mentale, d'intégration sociale et de soutien économique.

En somme, l'intégration des données sur le sexe et l'âge des participant-e-s permet d'affiner le portrait des personnes soutenues par les organismes communautaires de Vaudreuil-Soulanges. Elle met en évidence des besoins spécifiques selon le genre et la tranche d'âge, et souligne l'importance d'adapter et de diversifier l'offre de services afin de répondre adéquatement à la réalité de cette population variée et aux défis croissants auxquels elle fait face.

GRAPHIQUE 6
Répartition des participant-e-s selon le groupe d'âge



4.8.2 Les principaux défis auxquels font face les participant·e·s et membres des organismes communautaires

Les participant·e·s qui fréquentent les organismes communautaires font souvent face à une série de défis majeurs. À partir d'une liste de 15 enjeux (tableau 10), nous avons demandé aux organismes de déterminer s'ils étaient soit en hausse, stable ou en diminution au cours des trois dernières années.

Ainsi, les résultats montrent que 89 % des répondant·e·s signalent une augmentation des problèmes de santé mentale (tableau 10), suivie par la vulnérabilité économique (82 %), les difficultés d'accès aux services (74 %), le logement (72 %) et la sécurité alimentaire (69 %). Les défis touchent de façon transversale tous les groupes d'âge et les deux genres : les organismes indiquent des hausses liées à l'isolement social (62 %), aux difficultés de transport (55 %) et au cumul de pertes personnelles (52 %). Il est important de préciser que les proportions moins élevées du tableau 10 n'atténuent en rien les enjeux identifiés, car en matière de violence familiale ou conjugale par exemple, entre 23 % et 28 % des répondant·e·s ne se sont pas prononcés sur la question étant donné que leur mission ne les met pas suffisamment en contact avec ces questions pour se prononcer. Cette observation vaut également pour l'itinérance où la proportion de « ne s'applique pas » est élevée.

De plus, l'essor de l'immigration dans notre région ne passe pas inaperçu puisqu'une majorité d'organismes (52 %) signalent que cela représente un enjeu en hausse. Les personnes immigrantes font face à des obstacles particuliers, notamment l'inadmissibilité à certains programmes d'aide financière, le manque d'accès à l'emploi stable, ainsi qu'une vulnérabilité accrue liée à l'isolement, à la reconnaissance des acquis et à la discrimination. Ces défis nécessitent souvent des mesures d'accompagnement adaptées qui ajoutent une pression vis-à-vis des ressources déjà limitées dans les organismes communautaires. Signalons que selon un précédent sondage réalisé par la CDC Vaudreuil-Soulanges en 2024, 11 organismes sur 20 avaient embauché des personnes issues de l'immigration par le passé, ce qui témoigne de la capacité d'adaptation du milieu communautaire à répondre aux besoins de cette population.

En résumé, les données illustrent que les organismes communautaires de Vaudreuil-Soulanges répondent à une diversité de besoins sociaux et que les défis auxquels font face leurs participant·e·s sont nombreux et, pour la plupart, en progression, soulignant l'importance de soutenir et d'adapter continuellement l'offre de services communautaires.

TABLEAU 10 :
Proportion de répondant·e·s qui identifient les principaux défis auxquels font face leurs participant·e·s selon qu'ils soient en hausse, stable ou en diminution par rapport aux années antérieures (depuis 2022)

	Hausse	Stable	Diminution	NSP
Santé mentale	89 %	8 %	0 %	3 %
Vulnérabilité économique	82 %	9 %	0 %	9 %
Difficulté d'accès aux services	74 %	19 %	3 %	3 %
Logement et hébergement	72 %	13 %	0 %	16 %
Sécurité alimentaire	69 %	14 %	0 %	17 %
Isolement social	62 %	32 %	0 %	6 %
Difficulté en lien avec le transport	55 %	24 %	0 %	17 %
Cumul de pertes personnelles	52 %	22 %	0 %	26 %
Intégration des nouveaux arrivants	52 %	28 %	0 %	21 %
Violence (femmes)	38 %	35 %	4 %	23 %
Itinérance	37 %	26 %	0 %	37 %
Discrimination	32 %	48 %	0 %	19 %
Violence familiale	31 %	41 %	0 %	28 %
Santé physique	30 %	55 %	0 %	15 %
Dépendance	29 %	46 %	3 %	21 %

4.8.3 La hausse des problématiques observées et leur impact sur les services offerts

En lien avec la section précédente, nous avons demandé aux organismes de préciser comment la hausse de plusieurs problématiques observées chez leurs participant-e-s a eu un impact sur leurs services. Les réponses offertes témoignent d'une forte augmentation des besoins sociaux, une complexification des situations vécues par les personnes et une pression croissante sur les ressources humaines, financières et organisationnelles des organismes.

« La santé mentale des adolescents est en déclin de manière préoccupante. Nous avons besoin d'un accès plus rapide et simple au système de santé pour les intervenant-e-s. »

- Répondant R1

« L'augmentation des besoins en santé mentale et en logement a entraîné une hausse de la demande pour nos services, ce qui a mis une pression importante sur notre équipe. Nous avons dû allonger les délais d'attente, adapter nos services à distance, et solliciter davantage de financement pour répondre à la demande croissante. »

- Répondant R37

Détresse, santé mentale et relations

Comme nous l'avons constaté, plusieurs organismes signalent une hausse marquée de la détresse psychologique, autant chez les adolescents que chez les adultes, avec des cas plus lourds et plus complexes à accompagner. Les enjeux de santé mentale touchent aussi les proches (parents, familles) et fragilisent les relations, notamment la relation parent-ado ou la capacité des personnes à s'engager durablement dans les services offerts. En voici pour preuve quelques commentaires des membres de la CDC Vaudreuil-Soulanges :

« J'observe énormément de détresse au point de vue de la santé mentale. Des accompagnements à long terme doivent être prévus. Actuellement les usager-ère-s n'ont droit qu'à une série d'aides et sont laissés à eux-mêmes par la suite. »

- Répondant R34

« Les enjeux de santé et la montée des problématiques en santé mentale transforment également la nature de nos interventions. Nos bénévoles se retrouvent de plus en plus confrontés à des situations complexes – colère, retards, désorganisation – pour lesquelles ils ne sont pas nécessairement formés. »

- Répondant R3

Pauvreté, coût de la vie et besoins de base

L'augmentation du coût de la vie entraîne plus de demandes d'aide alimentaire, de dépannage matériel, de soutien au logement et d'aide budgétaire. La pauvreté est directement liée à d'autres risques (violence conjugale, insécurité alimentaire, impossibilité de payer un loyer ou une préparation commerciale pour bébé), ce qui amplifie la vulnérabilité des personnes.

« La majorité de la clientèle est sans revenu, cela augmente d'année en année de 40 % à 55 % au cours des trois dernières années, notamment pour ces raisons : Leurs prestations d'assurance-emploi sont terminées et ils ne sont pas éligibles à l'assistance de dernier recours [...] D'autres doivent piger dans leurs économies de toute une vie. »

- Répondant R47

« Nous observons davantage de situations où les jeunes proviennent de parents en itinérance, ils sont aussi plus nombreux à vivre des situations de violence ».

- Répondant R38

« Le financement n'est pas à la hauteur des besoins observés sur le terrain. Les conditions de travail ne sont pas assez concurrentielles avec le marché du travail et provoquent un roulement du personnel. La charge mentale fragilise la capacité des employé-e-s à gérer le stress. »

- Répondant R41

Accès difficile aux services publics

Les organismes rapportent faire face à des listes d'attente qui s'allongent, à devoir refuser des demandes en raison d'un manque de places disponibles et à constater une accessibilité insuffisante aux services psychosociaux ou de santé adéquate. Dans ce contexte, ils se voient contraints de prendre le relais pour répondre, autant que possible, aux besoins non comblés de leur clientèle. Enfin, ils reçoivent de plus en plus de personnes qui n'ont pas obtenu l'aide nécessaire dans le réseau public (santé, services sociaux, logement), et doivent multiplier les références vers divers partenaires pour répondre à des besoins multiples.

« Nous observons une hausse des demandes en externe jeunesse et femmes donc présence depuis un certain temps d'une liste d'attente. Hausse des refus en hébergement pour manque de place. »

- Répondant R23

Pression sur les organismes communautaires

Les organismes font face à une augmentation de la demande, à des interventions plus longues et plus complexes, sans ressources humaines suffisantes ni financement à la hauteur. Cela se traduit par une surcharge de travail, de la fatigue d'équipe, des difficultés de recrutement et de rétention, un roulement de personnel et la nécessité de réorganiser constamment les services et stratégies de financement.

« Le manque de transport pousse davantage de bénéficiaires à demander des livraisons, ce qui accroît la charge de travail et exige une réorganisation de nos bénévoles »

- Répondant R3

”

Enjeux spécifiques : intégration, inclusion et enjeux de transport

Plusieurs réponses mentionnent des besoins croissants liés à l'immigration (barrières de langue, intégration, accès à l'information) ainsi que l'absence ou l'insuffisance de transport, qui limite l'accès aux services. Certains groupes identifient des enjeux propres à leurs clientèles (jeunes en situation de violence ou d'itinérance, aîné-e-s moins autonomes, personnes LGBTQ, familles d'enfants handicapés, nouveaux arrivants), ce qui nécessite plus d'accompagnement individualisé et de collaborations avec d'autres partenaires.

En somme, la hausse marquée des problématiques sociales, économiques et de santé mentale observée dans la population de Vaudreuil-Soulanges exerce une pression considérable sur les organismes communautaires. Ceux-ci doivent composer avec des besoins de plus en plus complexes, une demande accrue pour leurs services et des ressources humaines et financières qui peinent à suivre le rythme. Les difficultés d'accès aux services publics, la vulnérabilité économique, les enjeux liés à l'immigration et au transport, ainsi que les besoins spécifiques de certaines clientèles rendent leur mission encore plus exigeante. Malgré leur engagement et leur capacité d'adaptation, les organismes se trouvent à la croisée des chemins, nécessitant un soutien accru pour maintenir la qualité et l'accessibilité de leurs interventions auprès des populations les plus vulnérables.

“

« Nous avons dû trouver du financement pour les besoins spontanés des adolescents (achats de vêtements d'hiver, produits d'hygiène, etc.); Augmentation de la fréquence de commandes chez Moisson Sud-Ouest. Aussi, ils ont perdu leur financement pour les frais de transport, alors nous devons maintenant payer pour faire venir les collations, les repas et les ingrédients.»

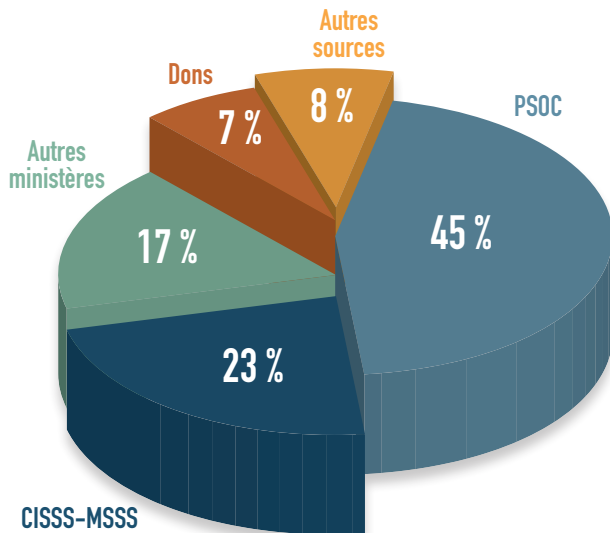
- Répondant R15

4.9 Le financement des organismes communautaires et leur impact économique

4.9.1 Les principales sources de financement

Le financement des groupes communautaires de Vaudreuil-Soulanges repose majoritairement sur des sources gouvernementales (graphique 7). Le Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC) constitue la principale source de financement (45 %), ce qui confirme son rôle central dans le soutien à la mission globale des organismes en santé et services sociaux. À cela s'ajoutent les contributions du CISSS-MSSS²⁶ (23 %) et d'autres ministères (17 %), portant à plus de 85 % la part du financement provenant de l'État. Cette forte dépendance au financement public rend les organismes particulièrement vulnérables aux orientations politiques, aux règles administratives et aux contraintes budgétaires gouvernementales. À l'inverse, les dons (7 %) et les autres sources (8 %) demeurent beaucoup plus faibles, illustrant une capacité limitée à compenser d'éventuelles compressions publiques.

GRAPHIQUE 7
Principales sources de financement des organismes communautaires de Vaudreuil-Soulanges

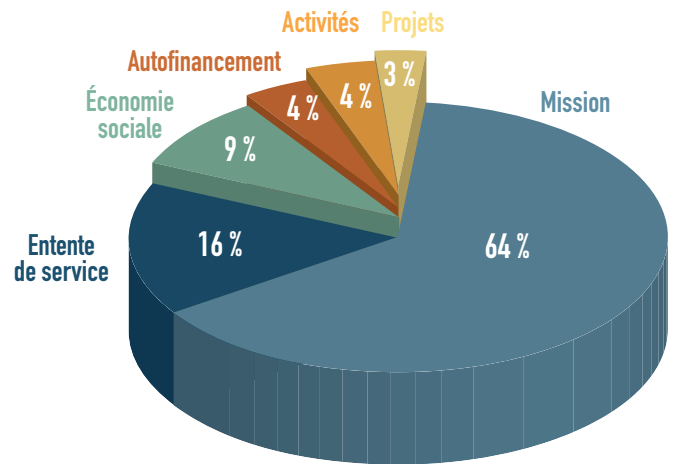


AUTRES SOURCES

Banques alimentaires | Villes/MRC | Centraide (mission)
Fondations | Tables | Gouv. Canada | Intérêt/gains immob.

En cohérence avec la prédominance du PSOC, le financement à la mission (graphique 8) représente près des deux tiers des revenus (64 %), ce qui constitue un élément structurant et positif pour la stabilité des organismes. Ce type de financement permet une plus grande autonomie dans l'organisation du travail et une meilleure continuité des services. Toutefois, une part significative du financement demeure affectée ou conditionnelle, notamment à travers les ententes de service (16 %) et les fonds liés à l'économie sociale (9 %), qui peuvent accroître la charge administrative et orienter les priorités d'action. Les formes plus précaires de financement — autofinancement, activités et projets — totalisent seulement 11 %, soulignant à la fois la faible marge de manœuvre financière des organismes et la difficulté de générer des revenus autonomes dans un contexte de forte pression sur les ressources humaines et organisationnelles.

GRAPHIQUE 8
Types de financement des organismes communautaires de Vaudreuil-Soulanges



²⁶ CISSS-MSSS : Centres intégrés de santé et de services sociaux et ministère de la Santé et des Services sociaux

4.9.2 Les principales dépenses des organismes

Le graphique 9 présente la répartition des postes budgétaires des organismes communautaires de Vaudreuil-Soulanges. On constate que les salaires représentent 75 % du budget, tandis que les autres postes — loyer/amortissement immobilier, frais d'administration, frais d'activité et autres — oscillent chacun entre 6 % et 7 %. Selon les données recueillies, 55 % des organismes sont propriétaires de leurs locaux et 45 % sont locataires. Nous verrons plus loin que la question des installations immobilières peut constituer un enjeu important sur le plan de la gestion des organismes.

La proportion élevée accordée aux salaires est cohérente avec le fonctionnement typique du secteur communautaire. Ces organismes reposent majoritairement sur le travail de leur personnel pour offrir des services directs à la population, ce qui explique que la masse salariale constitue la dépense principale. Cette tendance est renforcée par le contexte décrit, où le financement à la mission favorise la stabilité et la continuité des services, permettant d'investir dans les ressources humaines. Les autres postes budgétaires sont relativement faibles, ce qui suggère une structure organisationnelle où les coûts fixes et administratifs sont maîtrisés ou secondaires par rapport à la mission sociale.

En somme, la part de 75 % dédiée aux salaires est un résultat tout à fait congruent et révélateur de la réalité du milieu communautaire, où la valeur ajoutée provient principalement du travail des intervenant·e·s et employé·e·s, et où les ressources sont concentrées sur le maintien et le développement des services à la communauté.

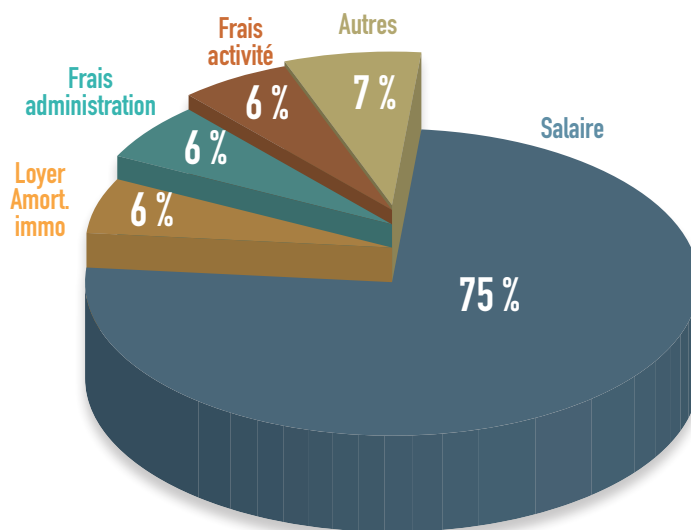
4.9.3 Les principaux impacts économiques sur la région Vaudreuil-Soulanges et les environs

L'analyse des données financières révèle que le revenu moyen des 50 organismes communautaires de notre échantillon est de 717 476 \$. Toutefois, la grande disparité des budgets rend difficile la généralisation de ce montant à l'ensemble des organismes de la région.

Pour notre échantillon représentatif, le montant des retombées économiques directes des organismes communautaires de Vaudreuil-Soulanges s'élève à 33 003 429 \$ (total des revenus). Afin de reconnaître l'impact économique global, il faut cependant ajouter à ce montant les impacts indirects et induits. Les impacts indirects découlent des dépenses effectuées auprès des fournisseurs, tandis que les impacts induits sont générés par les dépenses de consommation des employé·e·s des organismes communautaires. Selon Statistique Canada, l'effet multiplicateur de ces deux types d'impacts s'établissait à 1,84 \$ en 2022, c'est-à-dire que pour chaque dollar investi directement dans le secteur des organismes à but non lucratif, 0,84 \$ était généré dans la région²⁷. En additionnant l'ensemble de ces retombées, la synergie économique produite dans Vaudreuil-Soulanges et ses environs atteint pas moins de 60 760 216 \$.

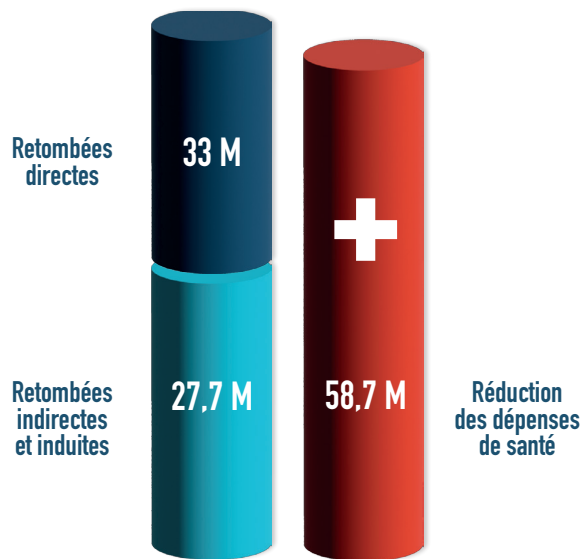

60 759 313 \$
en retombées économiques

GRAPHIQUE 9
Distribution des dépenses par poste budgétaire, estimation



²⁷Statistique Canada, Tableau 36-10-0113-01[en ligne] : Multiplicateurs d'entrées-sorties, provinciaux et territoriaux, niveau sommaire

GRAPHIQUE 10
Détails de retombées économiques (\$) des organismes membres de la CDC Vaudreuil–Soulanges, année financière 2024–2025



Cela dit, les impacts des activités des organismes dépassent largement les dépenses de consommation puisque leur mission vise, pour un grand nombre d'entre eux, l'amélioration des conditions de vie de la population, particulièrement dans le domaine de la santé. De nombreuses études tendent à démontrer que les organismes communautaires contribuent significativement à améliorer les principaux déterminants de la santé et de diminuer les coûts liés à la santé et aux services sociaux (ex. : coûts liés aux hospitalisations). Selon l'économiste Raphaël Langevin de l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS), chaque augmentation de 1,00 \$ accordée au financement des organismes communautaires permet, en moyenne, de diminuer les dépenses de santé au Québec de 1,78 \$ au cours de la première année.²⁸

Pour une année financière, cela représente donc un impact considérable sur ceux déjà observés pour nos organismes. Dans cette optique, il est possible d'estimer l'impact économique de cette réduction des dépenses de santé à 58 746 104 \$. Par conséquent, nous pouvons d'ores et déjà ajouter ce dernier montant à l'impact économique global qui s'élève à 119 505 417 \$.

4.9.4 Les impacts du financement sur le développement des organismes

Les résultats du questionnaire montrent que le financement constitue un enjeu important pour les organismes communautaires au point d'imposer des limites importantes à leur capacité de développement.

D'une part, environ un organisme sur cinq (graphique 11) indique que le financement est un enjeu au point de menacer directement la survie de leur organisation, pouvant entraîner des fermetures de services.

Cette proportion, bien que minoritaire, est préoccupante : elle révèle l'existence d'organismes en situation de fragilité critique, où l'insuffisance ou l'instabilité du financement compromet la continuité même de la mission.

D'autre part, une plus grande proportion d'organismes (45 %) disposent d'un financement jugé stable, mais insuffisant pour développer de nouveaux services. Cette situation traduit une forme de stagnation structurelle : les organismes parviennent à maintenir leurs activités actuelles, mais sans marge de manœuvre pour répondre à l'augmentation des besoins, innover ou élargir leur offre de services. Malgré cela, les organismes font preuve d'ingéniosité pour pallier ces difficultés, mobilisant bénévoles et partenaires locaux (ex. : dons, collaborations interorganismes).

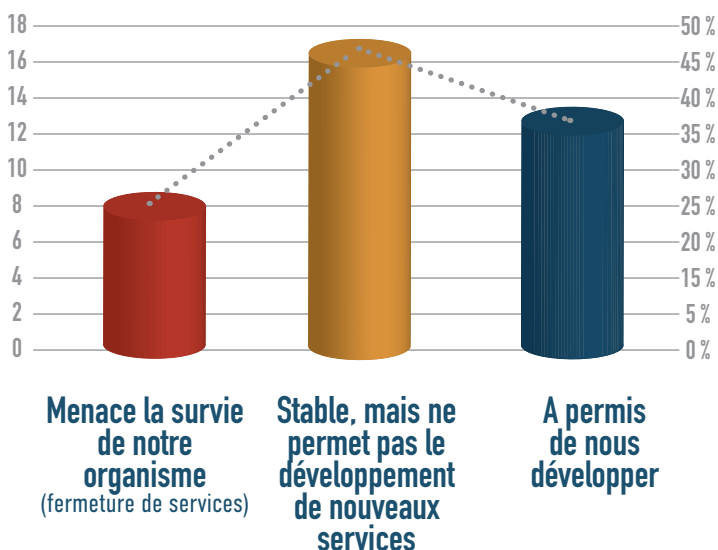
Enfin, 34 % des organismes estiment que leur financement leur a permis de se développer. Bien que cette proportion soit significative, cela suggère néanmoins que les conditions favorables à la croissance ne sont pas généralisées dans le milieu communautaire.

Impact économique global des organismes communautaires : 119 505 417 \$

²⁸ Raphaël Langevin, Diminution des coûts de santé : le rôle des organismes communautaires, Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS), Montréal, IRIS, 2025, [en ligne] : Diminution des coûts de santé : le rôle des organismes communautaires - Institut de recherche et d'informations socioéconomiques.

GRAPHIQUE 11

À quel niveau le financement est-il un enjeu ou non dans votre organisme?



4.9.5 Les principaux enjeux de gestion

Questionnés sur les enjeux de gestion, les organismes de Vaudreuil-Soulanges ont fait mention des ressources humaines (recrutement, rétention, relève et surcharge), les locaux et infrastructures (espace inadéquat, coûts, accessibilité) et, bien sûr, en tête de liste, le financement (insuffisant, non récurrent et complexe). Plusieurs organismes mentionnent aussi la croissance des besoins de la population et la difficulté d'y répondre tout en maintenant la qualité des services.

Financement et stabilité

- Sous-financement chronique, financement non récurrent, non indexé au coût de la vie et dépendant d'appels de projets, ce qui oblige à multiplier les demandes et redditions de comptes;
- Difficultés à garantir des emplois stables (précarité de l'emploi, contraintes liées à l'ajustement des salaires); certains organismes fonctionnent principalement avec des bénévoles ou disposent uniquement d'un poste rémunéré;
- Cas particuliers d'accroissement rapide du financement qui exigent une forte capacité d'adaptation (planification, gestion de la croissance, recrutement et formation).

Ressources humaines et relève

- Recrutement difficile, surtout pour des postes exigeants (services 24/7, travaux légers à domicile, accompagnement spécialisé), dans un contexte de rareté de main-d'œuvre qualifiée;
- Roulement du personnel, arrivée de très jeunes intervenant.e.s moins expérimentés, besoin constant de formation et d'accompagnement, et surcharge des directions qui doivent assumer davantage de responsabilités afin d'assurer la continuité des services. ;
- Enjeux de relève : difficulté à trouver une nouvelle direction, directions proches de la retraite, conseils d'administration qui assument la gestion au détriment de leur vie professionnelle et familiale.

Locaux, bâtiments et accessibilité

- Bâtiments vieillissants ou inadéquats : moisissures, dégâts d'eau, manque d'espace, absence d'équipements comme cuisine ou accessibilité pour les personnes à mobilité réduite;
- Coûts élevés liés à la propriété ou à la location (assurances, taxes, entretien, loyer cher), parfois compensés par un loyer exceptionnellement bas ou par des projets de rénovation municipale;
- Problèmes d'accessibilité physique (ascenseur défectueux) qui limitent l'accueil de certains publics et réduisent la portée des activités.

Croissance des besoins et capacité d'action

- Hausse rapide et complexification des besoins des familles et des usager.e.s en général, ce qui met sous pression la capacité organisationnelle et la qualité des services;
- Diversification des programmes et des sources de financement qui complexifie la gestion administrative (planification, suivi, reddition, modernisation des outils de gestion et de communication interne);
- Certains organismes font néanmoins état d'une situation jugée « très bien » ou d'une amélioration grâce à de récents rehaussements permettant de développer de nouveaux services.

Reconnaissance, partenariats et mission

- Manque de compréhension de l'action communautaire autonome et de la gouvernance d'un organisme communautaire;
- Malgré des collaborations existantes, certains organismes expriment des défis liés à la reconnaissance politique et/ou gouvernementale et au soutien de missions situées à la croisée de plusieurs réseaux, notamment en éducation;
- Dépendance à l'égard des villes et partenaires pour accepter les offres de service; sans cette adhésion, certains organismes risquent d'être peu ou pas actifs sur le territoire;
- Besoin d'augmenter la visibilité et la notoriété malgré plusieurs années d'existence, afin de mieux faire connaître les services et renforcer l'ancrage communautaire.

Quelques commentaires de répondant.e.s :

« Les subventions pour projets nous ont permis, oui, de nous développer, mais nos récentes hausses à la mission globale sont très petites et menacent le développement de l'organisme. Nous devons toujours aller en appel d'offres et créer de nouveaux projets, mais nous ne pouvons pas toujours ventiler les coûts ce qui fait que nos projets sont de plus en plus grands, mais le financement ne suit pas automatiquement. »

- Répondant R22

« Nous avons dû composer avec des modifications imprévues au mode de financement en provenance du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Celui-ci a modifié les paramètres de calcul malgré des règles pourtant déjà établies. Ces changements ont exigé de la direction générale une grande capacité d'adaptation afin d'éviter toute répercussion négative, tant sur la clientèle desservie que sur les employé.e.s qui, rappelons-le, accomplissent un travail remarquable au quotidien. »

- Répondant R44

4.9.6 Les enjeux du logement abordable

- Les organismes ont été invités à s'exprimer sur la crise actuelle du logement et son impact sur leur capacité à remplir leur mission. Les réactions ont été nombreuses afin de souligner l'urgence de la situation. Pour la majorité des répondant.e.s, la crise du logement accentue fortement la précarité des personnes rejointes et augmente la pression sur plusieurs organismes, même si certains rapportent peu ou pas d'impact direct sur leur mission actuelle. Ces impacts se résument en trois points :

Impacts sur les personnes et les familles

- Les organismes observent davantage d'instabilité résidentielle, de stress important et une hausse marquée de la détresse psychologique, incluant des situations de violence conjugale et une augmentation des besoins en santé mentale;
- Plusieurs familles n'arrivent plus à payer un loyer jugé équitable, retournent vivre chez leurs parents ou se retrouvent en cohabitation intergénérationnelle, en hébergement temporaire ou même à dormir dans leur voiture, ce qui complexifie les suivis et le soutien;
- Des personnes acceptent de rester dans des logements inadéquats ou insalubres faute de moyens ou d'offres, ce qui aggrave leur vulnérabilité et augmente les demandes d'aide matérielle (ex. aide alimentaire, soutien pour les activités parascolaires, besoins de répit).

Effets sur les services des organismes

- Plusieurs organismes doivent consacrer beaucoup plus de temps à l'accompagnement en matière de logement (recherche, démarches, référencement), même lorsque cela ne fait pas explicitement partie de leur mission, ce qui détourne des ressources d'autres volets;
- On note une augmentation des demandes de soutien psychosocial, de références vers des ressources d'hébergement (jeunes, femmes, personnes en détresse) et des interventions répétées sur un même dossier à cause de la complexité des situations;
- Certains organismes doivent adapter leurs services (délai d'attente allongé, services à distance, gratuité des activités, frigo communautaire, comités d'urgence logement) pour répondre à la montée des besoins, ce qui ajoute une pression sur leurs équipes et finances.

Capacités organisationnelles et limites

- La hausse des besoins arrive dans un contexte où plusieurs organismes manquent déjà de ressources humaines et financières, ce qui limite par exemple la possibilité de recruter davantage de conseillères ou de déménager dans des locaux plus adaptés;
- Des organismes mentionnent se retrouver souvent « en impasse » pour reloger des personnes à faible revenu, malgré les programmes de supplément au loyer ou l'aide de partenaires locaux, parce que les logements disponibles sont trop rares ou trop chers;
- Pour les organismes en habitation, la gravité de la crise crée des attentes très élevées auxquelles ils ne peuvent répondre rapidement, étant donné les délais liés au développement de nouveaux logements, ce qui les place en première ligne face à la détresse des ménages. Cette situation contribue toutefois à accroître la sensibilisation des élu·e·s, des partenaires et de la population quant à l'importance d'investir dans le logement abordable, désormais perçu comme un levier structurant pour l'avenir du territoire.

Quelques commentaires des membres de la CDC Vaudreuil-Soulanges :

“

« La crise du logement aura un impact direct sur notre capacité à soutenir la communauté. Nous anticipons une augmentation du nombre de familles incapables de payer un loyer équitable, ce qui les conduira à recourir davantage à l'aide alimentaire. »

- Répondant R3

“

« La rareté et le coût des logements compliquent aussi l'accès aux services, notamment pour les familles éloignées. Ces facteurs exercent une pression sur les ressources humaines et financières de l'organisme. »

- Répondant R26

« Oui cela a un lien évident, les parents se retrouvent plus souvent à la rue, ce qui n'était pas fréquent avant. »

- Répondant R38

”

“

« L'augmentation des besoins en santé mentale et en logement a entraîné une hausse de la demande pour nos services, ce qui a mis une pression importante sur notre équipe. Nous avons dû allonger les délais d'attente, adapter nos services à distance, et solliciter davantage de financement pour répondre à la demande croissante. »

- Répondant R37

“

« Pour ceux qui habitent seuls, l'isolement s'ajoute à la perte financière compte tenu qu'ils doivent déboursier plus d'argent pour se loger et ont moins d'argent pour les activités qui leur permettraient de briser l'isolement. »

- Répondant R8

« Une recrudescence marquée du désarroi des locataires vivant un stress économique trop important pour leur réelle capacité de payer. »

- Répondant R36

”

4.10 Conclusion de la 1re partie : Les principaux constats des impacts économiques

L'analyse des impacts économiques des organismes communautaires membres de la CDC Vaudreuil-Soulanges met de l'avant leur rôle central et structurant dans le développement social et économique régional. L'étude révèle la prédominance d'un tissu communautaire solide, diversifié et fortement enraciné, capable de répondre à une multitude de besoins locaux, que ce soit en matière de jeunesse, de santé mentale, de sécurité alimentaire, d'inclusion ou de logement. Malgré un financement majoritairement étatique, les organismes font preuve d'une grande capacité d'adaptation et d'innovation, mais demeurent toutefois tributaires de la stabilité et de l'indexation adéquate de leur soutien financier.

La main-d'œuvre, composée à la fois de salarié-e-s et d'un bassin impressionnant de bénévoles, constitue une force collective essentielle au maintien et à l'expansion des services. Toutefois, la précarité de l'emploi, la prédominance féminine de la main-d'œuvre, les écarts salariaux persistants, ainsi que les défis de recrutement et de relève, soulignent la nécessité d'une reconnaissance accrue et de meilleures conditions pour assurer la pérennité de cette contribution. Les organismes relèvent aussi des enjeux importants en matière de gestion des ressources humaines, de stress organisationnel et de capacité à attirer la relève, mais déploient de nombreuses stratégies favorisant la santé mentale positive, la conciliation travail-vie personnelle et la valorisation du personnel.

La forte mobilisation bénévole, l'innovation dans les projets menés et la diversité des services offerts témoignent de la résilience et du dynamisme du secteur communautaire. Toutefois, la dépendance au financement public, la difficulté d'autofinancement, la pression sur les infrastructures et la croissance des besoins de la population demeurent des défis majeurs.

L'étude d'impact fait ressortir le besoin urgent d'accroître la visibilité et la notoriété des organismes, ainsi que de renforcer les partenariats et la reconnaissance institutionnelle. Le manque de soutien, les modifications imprévues au mode de financement et la nécessité de toujours adapter leur mission montrent à quel point leur stabilité dépend d'un engagement soutenu des parties prenantes. Cela souligne l'importance de consolider leur ancrage communautaire et d'assurer un financement adapté à la réalité grandissante de leurs projets.

Afin de garantir la stabilité, l'innovation et la capacité d'agir des organismes communautaires de Vaudreuil-Soulanges, il apparaît essentiel de renforcer leur financement, d'améliorer la reconnaissance institutionnelle et de soutenir l'attraction et la rétention de la main-d'œuvre, tant salariée que bénévole, tout en valorisant davantage leur apport à la vie collective.

Leur capacité à s'adapter, à innover et à mobiliser la communauté demeure un atout précieux, mais leur avenir repose sur un engagement collectif et un soutien renouvelé des partenaires publics, privés et de la société civile.

ES OS



PARTIE II :

Les principaux constats des impacts sociaux



5.1 Le cadre d'analyse des entretiens avec les participant-e-s des organismes communautaires de Vaudreuil-Soulanges

Au-delà des statistiques et des données socioéconomiques soulevées précédemment, nous avons jugé opportun de mettre en valeur les retombées humaines des services offerts aux participant-e-s qui utilisent au quotidien les services des organismes communautaires. Plus que de simples prestataires de services, ces organismes agissent comme des acteurs de transformation sociale. En plus de répondre à des besoins immédiats, ils favorisent le pouvoir d'agir des personnes, renforcent le tissu social et créent des espaces d'inclusion, de participation citoyenne et de solidarité. Leur action contribue ainsi non seulement au mieux-être individuel, mais aussi à la réduction des inégalités et au développement d'une communauté plus juste et résiliente.

Les trois niveaux de transformation sociale visés par les organismes communautaires :

Niveau	Exemples d'impact
Individuel	Développement de l'autonomie, défense des droits, résolution de problèmes personnels, amélioration du bien-être
Relationnel et communautaire	Renforcement du sentiment d'appartenance, création de liens sociaux, participation à la vie associative, entraide
Sociétal	Réduction des inégalités, promotion de l'inclusion, développement d'une communauté résiliente, engagement citoyen

Dans notre démarche, il s'agit donc d'identifier dans le discours les manifestations tangibles d'une capacité accrue d'autonomie, notamment celle d'une volonté de défendre ses droits ou de résoudre des situations problématiques, et si les organismes sont un rouage important afin d'intégrer ses participant-e-s à la vie associative et au renforcement du sentiment d'appartenance.

5.2 Méthodologie :

Le portrait de l'impact social des organismes communautaires s'appuie sur les entretiens réalisés auprès de 33 personnes dont 15 ont été jointes par téléphone et 18 lors de groupes de discussion. Au total, ce sont donc 12 organismes qui ont accepté de nous transmettre les coordonnées des personnes participantes; ils sont aussi représentatifs de la diversité du secteur communautaire dans notre région : maison des jeunes, centre de femmes, soutien aux personnes âgées, hébergement de personnes en situation d'itinérance, organisme en santé mentale, intégration des personnes immigrantes, défense des droits, accompagnement soins palliatifs, centre d'action bénévole avec volet d'économie sociale.

L'analyse des verbatims a montré que les mêmes thèmes revenaient de manière récurrente d'un entretien à l'autre (ex. : importance vitale des organismes, absence d'alternatives équivalentes, accueil chaleureux, rôle social et humain, enjeux de financement et de main-d'œuvre). À partir d'un certain nombre d'entretiens, les nouvelles données ne faisaient que confirmer des éléments déjà identifiés sans apporter d'informations réellement nouvelles. Nous considérons donc que la saturation des informations²⁹ a été atteinte, ce qui a permis de clore l'étape des entretiens et de procéder à l'analyse.

²⁹ Guest, G., Bunce, A., & Johnson, L. (2006). How many interviews are enough? An experiment with data saturation and variability. *Field Methods*, 18(1), 59-82. <https://doi.org/10.1177/1525822X05279903>

5.3 Bilan des entretiens avec les participant-e-s :

5.3.1 Comment avez-vous connu l'organisme?

La voie par laquelle les participant-e-s prennent contact avec l'organisme varie beaucoup et dépend de sa mission ou de la population ciblée. Le bilan des entretiens révèle que plusieurs personnes ont été orientées vers l'organisme par des institutions publiques, telles que le CLSC, l'hôpital, le tribunal du logement ou un établissement scolaire (n=9); d'autres mentionnent une référence provenant d'un autre organisme communautaire (4) ou d'un travailleur de rue (1). La proximité géographique de l'organisme par rapport au lieu de résidence des participant-e-s figure également parmi les réponses évoquées (3). On remarque que certains ont obtenu une recommandation d'un-e professionnel-le de la santé (2), d'un-e parent-e ou d'un-e ami-e (3) ou encore d'un autre participant-e (1). Une seule personne a indiqué avoir découvert l'organisme par Internet (ce qui n'exclut évidemment pas des recherches ultérieures de la part des participant-e-s).

5.3.2 Qu'est-ce qui vous a amené à utiliser les services de l'organisme?

Les motifs pour lesquels les usager-ère-s ont fait appel aux organismes communautaires sont variés et reflètent la diversité des besoins dans la région Vaudreuil-Soulanges. Plusieurs personnes ont d'abord sollicité des services de base tels que la friperie ou le dépannage alimentaire, particulièrement en situation de précarité ou d'isolement (personnes âgées, personnes malades ou en situation d'itinérance). D'autres recherchaient un accompagnement spécialisé, par exemple pour la défense des droits des aîné-e-s ou des locataires, un service de transport pour des rendez-vous médicaux, ou des soins palliatifs pour un proche.

D'autres organismes sont également sollicités pour répondre à des besoins spécifiques tels que l'aide dans des situations de violence conjugale, les problèmes de santé mentale (troubles mentaux, anxiété), la dépendance (alcool, drogue), ou encore pour soutenir l'intégration sociale et linguistique (apprentissage du français, socialisation des jeunes, poursuite d'études). Certaines personnes cherchaient des occasions de bénévolat ou de participation à des activités physiques et de bien-être, démontrant l'importance de la dimension communautaire et inclusive des organismes.

En somme, les organismes agissent comme un point d'ancrage essentiel pour une clientèle aux profils variés; adolescent-e-s, aîné-e-s, personnes immigrantes, isolées ou vulnérables. Ils jouent ainsi un rôle clé dans l'amélioration de la qualité de vie et l'épanouissement de leurs participant-e-s, tout en renforçant le tissu social de la communauté. Résumé par catégorie de raisons évoquées (certaines réponses comptabilisées dans plus d'une catégorie selon le contenu) :

- Itinérance, dépendance : 8
- Ressources spécialisées (enfants, santé mentale, transport, soins palliatifs) : 7
- Socialisation, intégration, apprentissage du français : 7
- Santé mentale : 5
- Dépannage alimentaire / friperie : 4
- Activités physiques, bénévolat : 3
- Maladie, isolement : 2
- Défense des droits (aîné-e-s, locataires) : 2
- Aide en violence conjugale : 2

5.3.3 Depuis combien de temps fréquentez-vous l'organisme?

En moyenne, les participant-e-s fréquentent leur organisme depuis 4,7 ans avec une médiane de 2 ans. L'ancienneté de certains membres peut être élevée : de 7 à 9 ans et même 25 ans. Les entretiens démontrent généralement un grand attachement aux organismes.

5.3.4 Avez-vous eu des démarches à faire pour utiliser les services de vos organismes?

Les réponses des participant-e-s révèlent que les démarches pour utiliser les services des organismes sont généralement simples et accessibles, mais varient selon la nature des services et des organismes concernés.

- Formulaire et documents requis : plusieurs organismes demandent de remplir des formulaires, souvent pour des preuves de revenu ou des renseignements personnels. Dans certains cas, il faut fournir des documents justificatifs dès le premier contact (ex. : preuve de revenu ou évaluation médicale pour les soins en fin de vie);

- Membres et frais d'inscription : certains services requièrent une carte de membre, dont le coût varie généralement entre 5 \$ et 20 \$ par année. Pour certaines activités, un supplément peut être demandé, mais d'autres restent gratuites grâce à l'implication des bénévoles;
- Démarches en ligne ou en personne : l'inscription se fait souvent en ligne ou directement sur place. La simplicité de la procédure est soulignée (ex. : fiche d'inscription d'une page pour la maison des jeunes);
- Listes d'attente et accessibilité : si plusieurs organismes fonctionnent sans liste d'attente, certains mentionnent que ces listes peuvent être requises selon la période. L'accessibilité est appréciée, notamment pour le refuge d'urgence à Dorion, où la prise en charge est rapide et adaptée aux réalités des personnes sans-abri, ce qui n'est pas toujours le cas à Montréal selon les participant.e.s;
- Délais de réponse : les délais sont jugés raisonnables; dans la majorité des cas, les organismes répondent rapidement aux demandes par courriel ou téléphone, et la prise de rendez-vous pour certains services (ex. : transport médical) se fait dans un délai de quelques jours ouvrables;
- Accompagnement et adaptation : les organismes offrent souvent une aide pour remplir les documents, particulièrement pour les personnes rencontrant des difficultés linguistiques. Les intervenant.e-s sont qualifié.e-s et courtois-es et s'adaptent aux besoins individuels;
- Spécificités pour la jeunesse et la francisation : pour les jeunes, l'accès est libre durant les heures d'ouverture, moyennant une simple inscription respectant la loi 25. En francisation, on juge que les examens d'entrée ne sont pas un obstacle pour l'admission.

En somme, la majorité des démarches sont perçues comme simples, rapides et humaines, avec une attention portée à la flexibilité et à l'adaptation aux besoins particuliers des participant.e-s.

5.3.5 Quelle alternative s'offrirait à vous si votre organisme communautaire n'existait pas?

Les réponses des participant.e-s démontrent que l'existence d'organismes communautaires est souvent essentielle, car les alternatives sont limitées, peu adaptées ou inexistantes selon les besoins exprimés. Plusieurs personnes mentionnent que les autres organismes disponibles ne répondaient pas à leurs attentes, que ce soit en raison de la distance, du type de services ou de la spécialisation.

- Services spécialisés : pour des besoins tels que le répit à domicile, la défense des droits des aîné.e-s ou le transport médical, il n'existe généralement pas d'alternative équivalente. Les solutions privées (gardienne, avocat) sont coûteuses et souvent inaccessibles;
- Soutien aux victimes : l'accompagnement offert par les organismes, notamment pour les femmes victimes de violence conjugale ou les jeunes, demeure sans pareil dans le réseau public ou privé. Sans ces ressources, plusieurs personnes se retrouveraient isolées, sans appui ou confrontées à de longues listes d'attente;
- Logement : la défense des droits en matière d'accès au logement assurée par les organismes communautaires n'a pas d'autre comparable. Même en l'absence de financement gouvernemental, ils parviennent à soutenir les citoyens lésés et à leur offrir des services adaptés;
- Services pour les jeunes : les maisons des jeunes du territoire permettent de briser l'isolement social des adolescents et de leur offrir un lieu sécuritaire et encadré. Les alternatives existantes sont jugées très limitées (les parcs) ou souvent spécifiques à certains diagnostics;
- Francisation et enracinement : l'intégration linguistique et culturelle ainsi que les démarches favorisant l'enracinement des nouveaux arrivants ou des personnes allophones sont des ressources qui jouent un rôle essentiel notamment en raison de la rareté des alternatives et d'une offre institutionnelle parfois insuffisante;
- Activités communautaires : soulignons l'agilité des organismes à offrir des activités mobiles dans des salles communautaires ou des bibliothèques, particulièrement dans les municipalités rurales ou dans certains quartiers ciblés. Ce volet met en lumière la capacité d'adaptation des organismes pour briser l'isolement, rejoindre des populations éloignées ou vulnérables, et diversifier l'offre d'activités (pour aîné.e-s, familles, jeunes, etc.) selon les besoins spécifiques du milieu;

- Soins palliatifs et aide en fin de vie : les maisons de soins palliatifs reproduisent le confort et l'intimité des soins à domicile tout en étant dotées d'une équipe multidisciplinaire tournée vers la qualité de vie (soulagement de la douleur physique, soutien psychologique et spirituel);
- Refuge d'urgence et hébergement : les alternatives sont rares, et l'absence de ressources communautaires expose les personnes à la rue ou à l'hospitalisation, souvent dans des conditions inadéquates;
- Accès aux services psychologiques : le privé est coûteux, le public saturé; les organismes communautaires jouent un rôle crucial de filet social et d'intervention rapide, parfois vitale.

L'analyse des réponses révèle la fonction structurante des organismes communautaires, qui assurent non seulement la prestation de services essentiels, mais aussi une approche humaine, adaptée et flexible. Leur absence créerait des situations de vulnérabilité accrue, d'isolement ou de précarité, tant sur le plan matériel que psychologique. Les alternatives évoquées sont souvent inaccessibles financièrement, inadéquates ou inexistantes, ce qui souligne l'importance de maintenir et de soutenir ces structures dans la communauté.

En somme, les organismes communautaires agissent comme des piliers pour les populations fragilisées, offrant un soutien que ni le réseau public ni le secteur privé ne peuvent entièrement assurer. Leur présence prévient l'aggravation de la détresse sociale, favorise l'inclusion et, dans certains cas, sauve littéralement des vies.

5.3.6 Est-ce que l'organisme a répondu à vos attentes et besoins?

La vaste majorité des participant-e-s interrogé-e-s expriment une grande satisfaction quant à la capacité des organismes communautaires à répondre à leurs attentes et besoins. Les témoignages révèlent une diversité d'expériences, mais convergent vers une reconnaissance du rôle central de ces organismes dans l'amélioration de leur quotidien et de leur bien-être.

- Adaptation aux besoins individuels : plusieurs réponses illustrent la flexibilité des organismes, qui prennent soin de s'adapter aux situations particulières (ex.: intolérance alimentaire, besoins scolaires, accompagnement personnalisé pour aîné-e-s et personnes à mobilité réduite);
- Accueil humain et soutien émotionnel : l'accueil chaleureux, la confidentialité et le souci de la dignité sont fréquemment mentionnés, renforçant la confiance des bénéficiaires;
- Impact sur l'autonomie et la socialisation : les organismes favorisent la sortie de l'isolement, encouragent la participation sociale (activités sportives, artistiques, ateliers), et offrent des espaces sécuritaires propices au développement personnel;
- Services essentiels et variés : Les interventions s'étendent du dépannage alimentaire à l'aide juridique, du logement supervisé à la recherche d'emploi, de la petite enfance à l'accompagnement en fin de vie, répondant ainsi à une large gamme de besoins;
- Valorisation de l'engagement bénévole : les bénévoles jouent un rôle clé dans la connaissance des besoins et l'adaptation des services, créant une dynamique collective et inclusive;
- Limites liées aux ressources : quelques participant-e-s soulignent que certaines attentes ne sont pas toujours comblées, principalement en raison du manque de main-d'œuvre ou de ressources financières, mais reconnaissent que ces limites ne sont pas imputables aux organismes;
- Reconnaissance et gratitude : plusieurs témoignages expriment une reconnaissance profonde et une impression positive, certains allant jusqu'à qualifier les services d'« incroyables » ou dépassant largement leurs attentes initiales.

Les réponses mettent en lumière la capacité des organismes communautaires à jouer un rôle déterminant pour des populations vulnérables ou marginalisées. Leur approche personnalisée et humaine, combinée à une grande souplesse, permet de répondre à des besoins complexes et souvent non pris en charge par les réseaux publics ou privés. Les organismes se distinguent par leur engagement à trouver des solutions collectives, à valoriser la dignité des personnes et à favoriser l'inclusion sociale.

5.3.7 Participez-vous à la vie associative de votre organisme communautaire?

Les réponses à la question portant sur la participation à la vie associative des organismes communautaires révèlent une grande diversité d'implications selon les situations personnelles, les capacités et les besoins des participant-e-s.

Participation active

Un nombre significatif de répondant-e-s s'impliquent activement dans la vie associative de leur organisme, principalement par le bénévolat, la participation à des activités de partage ou l'engagement au sein des conseils d'administration. Plusieurs membres occupent des rôles clés, siégeant au conseil d'administration, parfois même à titre de président ou de membre élu. Certains ont initié des projets ou contribuent régulièrement à l'organisation d'activités, démontrant un fort sentiment d'appartenance et une volonté de redonner à la communauté (« j'ai reçu, donc je dois donner »).

Participation occasionnelle ou indirecte

Certains participant-e-s mentionnent une implication ponctuelle ou indirecte, souvent limitée par des contraintes personnelles telles que le travail, les responsabilités familiales (enfants en bas âge ou ayant des besoins particuliers), la mobilité réduite, ou la distance géographique entre leur domicile et l'organisme. Quelques répondant-e-s expriment le désir de s'impliquer davantage lorsque leur situation le permettra.

Non-participation

Une portion des personnes interrogées ne participe pas à la vie associative, principalement en raison de leur âge, de leur état de santé, de l'isolement, ou d'autres difficultés personnelles (santé mentale, intégration récente, manque de moyens de transport). Ces obstacles sont souvent compensés par un sentiment fort d'appartenance ou un intérêt élevé pour l'organisme, même si l'implication réelle demeure limitée.

Cas particuliers et vie démocratique

Certains organismes, notamment les maisons des jeunes, intègrent systématiquement leurs membres dans la vie démocratique, invitant les jeunes à participer à l'assemblée générale et à siéger au conseil d'administration. Les personnes hébergées dans des ressources d'urgence (ex. : personnes en situation d'itinérance) contribuent à la vie quotidienne par de petites tâches et des réunions régulières, ce qui favorise l'inclusion et la responsabilisation.

Analyse globale

Sur les 33 personnes interrogées (individuellement ou en groupe), la participation à la vie associative varie fortement selon les profils. Environ la moitié des répondant-e-s s'investissent activement, que ce soit par le bénévolat, la gouvernance ou la participation aux activités. Certains font preuve d'une implication plus limitée ou ponctuelle, tandis que d'autres ne participent pas, souvent pour des raisons indépendantes de leur volonté.

Cette diversité d'engagement illustre la capacité des organismes à offrir différents niveaux d'implication, adaptés aux réalités de leurs membres. L'inclusion, la souplesse et la reconnaissance des parcours individuels semblent être des facteurs clés pour stimuler la participation associative. La présence de mécanismes démocratiques, l'ouverture aux initiatives des membres et la valorisation de l'engagement bénévole contribuent au dynamisme et à la vitalité du tissu communautaire.

Cette analyse met en lumière l'importance d'adapter les modalités d'implication afin de rejoindre et soutenir un plus grand nombre de personnes au sein de la communauté.

5.3.8 Auriez-vous des suggestions pour aider les organismes à améliorer les services?

Les suggestions recueillies auprès des participant.e-s pour améliorer les services des organismes communautaires témoignent d'un large éventail d'opinions. Plusieurs expriment un haut niveau de satisfaction, soulignant l'empathie, la compréhension, le professionnalisme et la dimension humaine des intervenant.e-s. Certains estiment ainsi qu'aucune amélioration n'est nécessaire, tant l'accompagnement et l'écoute sont appréciés.

D'autres proposent toutefois des pistes d'amélioration, telles qu'une visibilité accrue de l'organisme pour attirer plus de bénévoles, notamment lors de campagnes de levée de fonds. L'importance de créer des occasions de rencontres, par exemple pour rompre l'isolement des personnes âgées ou seules, a été également mentionnée.

L'adaptabilité et la capacité d'un organisme à consulter ses membres sont également soulignées comme des forces, tout comme la communication et l'amélioration continue en réponse à l'augmentation de la demande. Enfin, la nécessité de préserver la mission d'origine de l'organisme est jugée cruciale, certains ayant observé que l'écart par rapport à cette mission peut nuire à l'efficacité et à la satisfaction des membres.

En somme, la synthèse fait ressortir le besoin d'équilibre entre innovation, ouverture et fidélité à la mission, tout en maintenant les valeurs humaines et la qualité des services.

5.4 Les retombées positives des organismes communautaires

Les directions des organismes ont également été invitées à soumettre leurs avis sur les retombées sociales de l'action communautaire. Selon les données recueillies, ces retombées se regroupent en quelques grands thèmes :

Santé mentale, bien-être et qualité de vie

Les services contribuent à maintenir et améliorer la santé mentale, à réduire l'isolement et l'insécurité, et à diminuer la détresse des proches aidants et des familles. Des espaces sécuritaires et bienveillants, notamment pour les personnes ayant vécu des violences favorisent la reprise de pouvoir, l'estime de soi et une meilleure qualité de vie. Une approche axée sur la sensibilisation permet aux parents de mieux comprendre les troubles de santé mentale de leurs proches et de se sentir moins coupables et moins seuls, ce qui facilite un partage des responsabilités avec les réseaux de services.

Pour leur part, les lieux de répit, les camps, les activités de groupe et les programmes de soutien favorisent le développement cognitif, social et émotionnel des jeunes, tout en offrant aux parents des temps de repos qui préviennent l'épuisement et réduisent l'anxiété. Les interventions en contexte de deuil ou de soins palliatifs limitent l'impact sur la santé mentale des proches.

Prévention, protection et droits

Les actions de prévention touchent de nombreuses problématiques : violence sexuelle, violence amoureuse, maltraitance envers les enfants, santé mentale, usage des écrans, suicide, toxicomanie et criminalité. Elles permettent de réduire certains comportements problématiques, d'améliorer la connaissance de la violence et des signes à repérer et d'outiller les jeunes afin d'établir de meilleures limites dans leurs relations. Dans plusieurs cas, l'ensemble de ces actions permettent de sauver des vies.

Les programmes d'éducation à la sécurité pour les enfants et les formations auprès des adultes de leur entourage diminuent la vulnérabilité, encouragent la dénonciation et facilitent l'accès à de l'aide. Parallèlement, l'accompagnement en défense de droits (logement, résidences pour aîné-e-s, conditions de vie) conduit à des ajustements de baux, de règlements et à une meilleure stabilité résidentielle.

Sécurité alimentaire et conditions de vie

Les organismes contribuent à une nette amélioration de l'accessibilité à la nourriture pour les familles en situation de précarité. L'augmentation des dépannages alimentaires, des aides dans les écoles et des initiatives de type banques alimentaires permet à davantage de personnes de manger quotidiennement et réduit la faim sur le territoire.

Sur le plan du logement et des conditions de vie, le soutien à l'accès à un toit stable pour les familles génère des effets positifs sur la réussite éducative, le retour aux études ou au travail, ainsi que sur la diminution du stress, des coûts de santé et de la criminalité. Ces actions renforcent la sécurité, la dignité et la capacité de planifier à plus long terme.

Compétences, autonomie et employabilité

Les services d'alphabétisation, de francisation, d'alphabétisation numérique et de littératie financière améliorent l'autonomie des personnes et leur capacité à faire des choix éclairés (budget, consommation, usages numériques, etc.).

Les actions en employabilité et en orientation, notamment auprès des jeunes de 15 à 35 ans et des personnes en situation de handicap ou issues de l'immigration, favorisent l'intégration et le maintien en emploi, la diplomation et le développement de projets de bénévolat, de volontariat et d'entrepreneuriat. Ces démarches renforcent l'estime de soi, l'autonomie économique et l'inclusion sur le marché du travail.

Inclusion, intégration et cohésion sociale

Les organismes contribuent à briser l'isolement, à renforcer le sentiment d'appartenance et à normaliser des réalités parfois stigmatisées comme la diversité sexuelle et de genre ou l'immigration récente. Les personnes immigrantes bénéficient de parcours d'apprentissage et d'activités de formation qui facilitent leur intégration sociale et citoyenne.

Les milieux de vie communautaires (maisons de jeunes, ressources de transition, groupes de soutien, activités de quartier) favorisent des liens positifs entre pairs et avec des adultes significatifs, ainsi que l'apprentissage de saines habitudes de vie. La participation à ces activités améliore l'image des jeunes dans la communauté et soutient la cohésion sociale.

Visibilité des ressources, mobilisation et bénévolat

Les actions des organismes ont accru leur visibilité et la connaissance de leurs services par la population, ce qui facilite les références vers les bonnes ressources au bon moment. De nombreux organismes constatent une augmentation du nombre de familles et de personnes qui utilisent leurs services, signe d'une meilleure adéquation aux besoins.

La reconnaissance et la valorisation des bénévoles renforcent leur motivation, leur fidélité et le lien avec les organismes. La mobilisation citoyenne autour de la solidarité (lutte à la faim, soutien aux plus vulnérables, reconnaissance de la communauté LGBTQ, prévention du suicide) montre que les interventions communautaires produisent des effets bien au-delà des individus, en transformant les attitudes et les pratiques collectives.

5.5 Témoignages des participant·e·s des organismes communautaires de Vaudreuil-Soulanges

Les témoignages ci-dessous illustrent bien l'impact significatif des organismes communautaires sur la vie des personnes rencontrées. Les récits démontrent le rôle central de ces organisations dans le soutien, l'accompagnement, le développement personnel et la création de liens sociaux. Ils mettent également en avant la gratitude et l'attachement des usager·ère·s envers les services reçus, tout en soulignant l'importance de préserver et de soutenir ces ressources vitales pour la communauté.



« Sans eux, sans ces services-là, je ne serais pas ici! Ils ont eu tellement un impact positif! Il ne faudrait les perdre ces services! »

La Source d'Entraide

« Les gens sont merveilleux vraiment et je souhaite qu'un jour je puisse être là-bas par moi-même pour aider les autres. »

CAB L'Actuel

« Ils sont aussi à l'écoute de nos besoins et ils sont sensibles à ce que les parents vivent. »

Répit le Zéphyr

« Sans la Maison des jeunes, je serais restée dans ma chambre... Je me suis dit : pourquoi pas venir ici, lâcher mon téléphone et me faire des amies, comme ça j'suis pas obligée de rester dans ma chambre et faire ma «depress». »

Maison des jeunes de l'Île Perrot

« Je me demande sérieusement ce qui me serait arrivé si le CAAP ne m'avait pas aidé. »

CAAP Montérégie

« Les jeunes sont toujours invités à l'assemblée générale annuelle et deux d'entre eux siègent au conseil d'administration... La Maison donne toujours un espace de parole dans la vie démocratique. »

Maison des jeunes de l'Île Perrot

« L'organisme a répondu à mes attentes à 150 % et vraiment plus à quoi je pouvais m'attendre, une expérience incroyable. »

CAAP Montérégie

« Tu arrives ici avec un besoin et tu repars avec des solutions dans toutes les sphères avec le sourire au visage et la paix intérieure. »

La Source d'Entraide

« Tout le monde se préoccupe de nous, pas seulement pour le français, mais aussi pour la partie émotionnelle. »

COMQUAT

« Sans eux, je ne pourrais pas voir mes médecins et je resterais à la maison malade. »

CAB L'Actuel

« Les gens sont vraiment gentils, bien accueillants, j'ai vraiment été satisfaite. Toutes les personnes qui y travaillent nous encouragent et nous disent : "vous êtes capable". »

COMQUAT



«C'est un organisme qui est très ouvert... J'ai développé des amitiés dans les groupes de rencontre, avec des gens comme soi.»

Le Versant

«Je n'aurais pas espéré mieux, je vois la vie beaucoup plus belle!»

Arc-en-ciel Vaudreuil-Soulanges

«Merci à tout le personnel, les infirmiers, les préposés, les bénévoles, ce sont des gens qui ont été significatifs lors de la fin de vie de mon papa et pour la famille aussi.»

La Maison des soins palliatifs Libella

«Arc-en-ciel m'a sauvé la vie, car j'étais dans la rue. Je me sens en sécurité dans la maison où je vis et avec l'équipe de l'Arc-en-ciel.»

Arc-en-ciel Vaudreuil-Soulanges

«À l'Aiguillage, on retrouve le respect, l'humanisme, la confiance et un environnement paisible.»

L'Aiguillage

«Pour moi les organismes communautaires sauvent des vies.»

Centre des femmes La Moisson

«Ici, on ne se sent pas jugé.»

L'Aiguillage

«Le Centre ce n'est pas seulement aider de façon ponctuelle comme un psy, l'aide est plus large, l'aide nous permet de sortir de notre schème de pensée.»

Centre des femmes La Moisson

«Il ne faut pas que ça arrête, c'est important pour les aîné-e-s.»

CCAVS

« Enfin un organisme qui fait le pont entre les cultures! J'ai beaucoup apprécié que l'Association aborde la santé mentale chez les personnes de descendance afro-caribéennes et de briser ainsi des tabous.»

APOAC

«C'est une équipe extraordinaire, une équipe fusionnée, et qui cherche toujours à faire pour le mieux pour les clients!»

CCAVS

”

5.6 Conclusion de la 2^e partie : la transformation sociale, moteur des organismes communautaires

L'étude menée auprès des participant-e-s des organismes communautaires de Vaudreuil-Soulanges met en lumière une réalité fondamentale : la transformation sociale n'est pas un simple résultat, mais bien le moteur qui anime et structure l'action communautaire. Les témoignages recueillis révèlent que ces organismes ne se contentent pas de répondre à des besoins immédiats; ils favorisent, avant tout, le renforcement de l'autonomie et du pouvoir d'agir des personnes, en leur permettant de reprendre confiance, d'acquérir de nouvelles compétences et de faire entendre leur voix dans la société.

La participation à la vie associative, qu'elle soit active, occasionnelle ou indirecte, s'avère un levier puissant de mobilisation individuelle et collective. Elle offre à chacun la possibilité de s'engager, de contribuer à des projets, de siéger sur des conseils d'administration ou simplement de partager son vécu. Ce mouvement d'inclusion et de responsabilisation nourrit un véritable réseau d'appartenance, où le sentiment d'être reconnu et soutenu devient un facteur clé du bien-être et de l'épanouissement personnel.

Au-delà des parcours individuels, les retombées positives sur le plan sociétal sont indéniables. Les organismes communautaires jouent un rôle essentiel que ce soit par l'accompagnement, le soutien, la défense des droits, la facilitation des démarches administratives ou l'information sur les recours disponibles. Ils contribuent ainsi à la justice sociale, à la réduction des inégalités et à la valorisation de la dignité humaine.

En somme, la dynamique communautaire repose sur un cercle vertueux : la transformation sociale génère « empowerment » et solidarité, lesquels alimentent à leur tour la capacité d'agir des personnes et la cohésion du tissu social. Soutenir ces organismes, c'est investir dans un modèle où chaque membre de la communauté est appelé à devenir acteur de sa propre trajectoire, tout en participant à l'édification d'une société plus juste, inclusive et résiliente.

Conclusion générale

06

Cette étude d'impact démontre clairement que les organismes communautaires membres de la **Corporation de développement communautaire de Vaudreuil-Soulanges** constituent un levier incontournable du développement social et économique de Vaudreuil-Soulanges. À eux seuls, les 50 organismes rejoignent annuellement **plus de 77 000 personnes**, réalisent environ **365 883 interventions** et mobilisent **2 949 bénévoles**, dont l'engagement représente **106 268 heures de bénévolat**, soit l'équivalent de **67 emplois à temps plein**.

La main-d'œuvre salariée est constituée de **636 employé·e·s, dont 83 % sont des femmes**, occupant principalement des postes professionnels (ex. intervenantes, directions) et majoritairement détentrices d'un diplôme d'études supérieures (**54 % universitaires, 41 % collégiales**). L'étude met toutefois en évidence des écarts salariaux avec le secteur public, de même qu'une surreprésentation du travail à temps partiel par rapport à la moyenne québécoise (**34 % contre 19 %**). Cette situation contribue à renforcer le constat de contraintes structurelles qui tendent à désavantager la main-d'œuvre féminine en matière de stabilité et de conditions d'emploi.

Sur le plan économique, l'impact des organismes communautaires est significatif. Leurs activités génèrent **plus de 60,7 M \$ en retombées économiques** directes, indirectes et induites pour la région, démontrant qu'un investissement dans le communautaire produit un effet multiplicateur tangible sur l'économie locale. À cela s'ajoute un rendement social majeur : chaque dollar investi en financement communautaire contribue à réduire, à moyen terme, les coûts liés aux systèmes publics, notamment en santé et services sociaux (une réduction estimée à **58,7 M \$**).

Les données révèlent également l'ampleur de la pression exercée sur le milieu communautaire. **81 % des organismes** observent une augmentation de leurs interventions, particulièrement en santé mentale (**89 %**)²⁸, en vulnérabilité économique (**82 %**), en logement (**72 %**), en sécurité alimentaire (**69 %**) et l'intégration des nouveaux arrivants (**52 %**). Ces hausses surviennent dans un contexte où **75 % des budgets** sont consacrés à la masse salariale, où **17 % des postes sont temporaires**, et où environ **23 % du personnel** vit un stress constant et difficilement gérable, mettant en lumière la fragilité structurelle du secteur.

Malgré ces contraintes, les organismes font preuve d'une capacité d'adaptation remarquable. Plus de **55 % d'entre eux ont développé de nouveaux services** au cours de la dernière année afin de répondre à l'évolution rapide des besoins, confirmant leur rôle de première ligne sociale et leur agilité face aux crises. Les témoignages recueillis auprès des participant·e·s sont sans équivoque : pour plusieurs, l'organisme communautaire constitue la seule alternative accessible, humaine et efficace à leur situation.

En somme, le milieu communautaire de Vaudreuil-Soulanges agit comme un pilier de cohésion sociale, un amortisseur des inégalités et un moteur de développement territorial. **Les résultats de cette étude mettent en évidence l'importance de consolider le financement à la mission, de renforcer la reconnaissance institutionnelle et de soutenir durablement la main-d'œuvre et le bénévolat. Les données suggèrent qu'investir dans les organismes communautaires est un choix structurant, rentable et essentiel pour assurer la résilience sociale et économique des communautés de Vaudreuil-Soulanges.**

²⁸ Les pourcentages entre parenthèses correspondent à la proportion d'organismes qui observent une hausse.

ANNEXE :
liste des organismes communautaires membres
de la CDC Vaudreuil-Soulanges ayant participé à l'étude d'impact

APOAC	L'Aiguillage
Arc-en-ciel	L'Antichambre 12-17
Association de fibromyalgie et du syndrome de fatigue chronique de Vaudreuil-Soulanges	L'Atelier Paysan
Association PANDA Vaudreuil-Soulanges	Le Pont du Suroît
CAAP Montérégie	Le Tournant
CALACS La Vigie	Le Versant
Carrefour Bienveillance 50+	LGBTQ2+ Vaudreuil-Soulanges
Carrefour jeunesse-emploi Vaudreuil-Soulanges	Maison de la famille Vaudreuil-Soulanges
Corporation de développement communautaire de Vaudreuil-Soulanges	Maison des jeunes de l'Île-Perrot Martin Bernier
Centre communautaire des aînés Vaudreuil-Soulanges	Maison des jeunes de Vaudreuil-Dorion
Centre d'action bénévole L'Actuel	Maison des Jeunes Les Cèdres
Centre d'action bénévole Soulanges	Maison des jeunes Rigaud
Centre de femmes La Moisson	Maison de soins palliatifs Libella
Centre Notre-Dame-de-Fatima	Moisson Sud-Ouest
Centre prénatal et jeunes familles	Montérégie-West Community Network
Comité logement Valleyfield	Nourri-Source Montérégie
COMQUAT	Parrainage civique Vaudreuil-Soulanges
Espace Suroît	Répit le Zéphyr
Fondation de la Cité-des-Jeunes	Réseaux
Grands Frères Grandes Sœurs de la Montérégie	SDEM SEMO Montérégie
Hébergement La Passerelle	Services d'aide à domicile Vaudreuil-Soulanges
Jeunesse 360	Toit d'Abord Habitations abordables Vaudreuil-Soulanges
Justice Alternative du Suroît	Via l'Anse
La Magie des mots	Vision Travail
La Source d'Entraide	Le Zèbre Rouge

Merci à nos partenaires

MARIE-CLAUDE NICHOLS

DÉPUTÉE DE VAUDREUIL

416, boulevard Harwood
Vaudreuil-Dorion, Québec J7V 7H4
T. 450 424-6666



ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC



Marilyne PICARD

DÉPUTÉE DE SOULANGES

ADJOINTE PARLEMENTAIRE DE LA MINISTRE DE LA FAMILLE

☎ 450 456-3816
✉ marilyne.picard.soul@assnat.qc.ca



1255, rue Émile-Bouchard, bureau 207
Vaudreuil-Dorion (Québec) J7V 0B7

450 424-3717
Info@cdcvs.ca
cdcvs.ca

 **CDC** Vaudreuil-
Soulanges
CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE